

l'Anticapitaliste

n°243 | 22 mai 2014 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



NPA

**Pour envoyer valser
l'austérité et le
gouvernement**



**➔ VOTONS POUR
UNE EUROPE DES
TRAVAILLEUR-E-S
ET DES PEUPLES**

Dossier

**Européennes: une
indispensable campagne
militante** Pages 6 et 7



ÉDITO

**Kerviel en prison, les voleurs
courent toujours!**

Page 2

PREMIER PLAN

**Turquie: ni accident ni destin, des
mineurs assassinés par le système**

Page 3

ACTU POLITIQUE

**UMP. Europe: combien
de divisions?** Page 4

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Michel Warschawski,
militant de la gauche anti-colonialiste
israélienne**

Page 12



M 04249 - 243 - F: 1,20 €



Par CÔME PIERRON

Kerviel en prison, les voleurs courent toujours!

On comprendrait aisément que la perspective de passer trois années en prison conduit Jérôme Kerviel à multiplier les tentatives pour obtenir, sans succès, un nouveau délai. Dans ce combat, il aura trouvé le soutien d'une partie de l'Église catholique désireuse d'accréditer l'idée d'une nouvelle image plus sociale, et – plus étonnant – celui d'une partie de la gauche faisant passer l'ancien trader profiteuseur-perdant d'un système capitaliste sans vergogne pour un héros de l'anticapitalisme injustement condamné...

Certes, Kerviel est un lampiste. Et s'il va en prison, c'est que l'ordre établi, dont il aura voulu pousser la logique d'enrichissement sans limite à son propre profit, ne tolère pas que des francs-tireurs se prennent au jeu et détournent le système. Il fallait donc faire un exemple... Et la banque a trouvé dans le tribunal qui condamna le trader, une justice complaisante envers la richesse institutionnalisée, une justice qui s'en arrêta aux premières impressions sans chercher à savoir comment il était possible de détourner tant d'argent sans que l'environnement professionnel ne le décèle...

Aussi, un procès reste à faire : celui d'un système capitaliste prédateur qui, pour valoriser les profits d'une minorité de possédants, utilise un secteur bancaire tentaculaire qui multiplie les produits financiers et les opérations de marché... Et forme des salariés pour cela. Des pratiques qui conduisent périodiquement à des crises aux conséquences dramatiques, comme la crise des subprimes de 2008 dont les peuples n'ont pas fini de payer la facture.

Ironie de l'histoire, au moment où Kerviel est embastillé, les médias annoncent que de grandes banques européennes seraient sur le point de plaider coupable... aux USA. Accusées d'avoir aidé des contribuables étatsuniens à échapper au fisc, elles pourraient être condamnées à verser plusieurs milliards de pénalité – une somme dérisoire au regard des montants exorbitants planqués : quelque 4 000 milliards de dollars pour une seule des banques concernées selon le quotidien *les Échos*.

Notre salarié-spéculateur n'était donc qu'un amateur, mauvais joueur et mauvais perdant. C'est tout le système qu'il faut juger et condamner pour détournement.

BIEN DIT

Il est surprenant qu'un des candidats européens vienne d'un paradis fiscal.

L'économiste THOMAS PIKETTY, dans une interview pour le site *Euractiv*, à propos de Jean-Claude Juncker, Premier ministre du Luxembourg pendant 18 ans (1995 à 2013) et candidat à la présidence de la Commission européenne. Il a le soutien du Parti populaire européen, qui regroupe les partis de droite dont l'UMP en France.

À la Une

Dimanche 25 mai, faisons entendre une autre voix, anticapitaliste et internationaliste

Les partis institutionnels ont refusé de mener campagne et ont fait en sorte que la population se désintéresse au maximum du scrutin. Le seul débat autorisé a joué la vraie/fausse opposition entre « euro-allergiques » et « euro-fanatiques ». Un moyen d'enfumer un peu plus les classes populaires et d'obscurcir les enjeux de la construction européenne.

Car les partisans de l'Europe libérale, tout comme les tenants du repli nationaliste, s'entendent pour désigner la commission de Bruxelles comme responsable de tous nos malheurs. La preuve d'une complicité troublante.

Rejetons le repli nationaliste et l'Europe libérale

C'est une façon pratique pour les uns de faire croire que toutes les politiques d'austérité menées par leurs soins au niveau national ne seraient que l'application de décisions prises à une échelle supérieure, l'Europe. Pour les autres, il s'agit d'une tentative illusoire de suggérer que la souveraineté nationale nous protégerait de telles orientations. Tous mentent effrontément.

Au sein de l'Union européenne, c'est le conseil européen qui dicte la loi, autrement dit les gouvernements nationaux. L'échelle nationale n'est donc pas court-circuitée, elle fait bien partie du problème, non de la solution. Qu'il soit édité en euros ou en francs, le système monétaire reste contrôlé par ceux qui nous exploitent, nous payent au lance-pierres et imposent aux peuples de se serrer toujours plus la ceinture afin d'enrichir la classe capitaliste.

Pour une Europe des travailleurs et des peuples...

Nous proposons de sortir des traités existants, de celui de Maastricht au traité budgétaire (TSCG). Ils ne servent qu'à favoriser la liberté de circulation des capitaux, mettre les travailleurs en concurrence entre eux et imposer l'austérité.

À l'inverse de la directive sur les travailleurs détachés, nous voulons prendre le meilleur des droits sociaux



et démocratiques qui existent dans les différents pays pour les mettre à disposition de tous. Nous exigeons un salaire minimum européen basé sur les revenus nationaux les plus élevés, l'interdiction des licenciements et la réduction massive du temps de travail.

Aux privatisations et libéralisations en cours, nous opposons des services publics européens dans les transports, l'énergie, la santé, les postes et télécommunications ou encore l'éducation. Pour en finir avec la spéculation financière, en particulier celle sur la dette publique, il est urgent d'exproprier les intérêts privés, sans rachat ni indemnités pour établir un service public bancaire européen qui ait le monopole de l'activité.

Nous voulons le droit à l'avortement effectif dans toute l'Europe.

Nous voulons une Europe débarrassée du nucléaire, sans gaz de schistes, sans OGM, sans grand projet inutile, et qui favorise l'agriculture écologique et paysanne.

Finissons-en avec l'Europe forteresse!

Nous voulons en finir avec cette Europe entourée des barbelés que les accords de Schengen ont dressés depuis 1985. 20 000 migrants, fuyant la guerre ou les catastrophes climatiques, la dictature ou la famine, sont morts aux portes de cette UE depuis 1988.

L'agence semi-privée Frontex, chargée d'empêcher les migrants de poser le pied sur le continent, peut bénéficier, dans l'opacité la plus totale, d'un petit arsenal de guerre – navires, hélicoptères, avions – financé par des dizaines de millions

de subventions européennes.

En votant pour nos listes, vous affirmez votre volonté de construire une Europe sans frontières, où les travailleurEs peuvent circuler et s'installer librement.

Et envoyons valser l'austérité!

Ces élections sont aussi l'occasion de dire non au Pacte de responsabilité. Le gouvernement entend prendre 50 milliards dans nos poches, par le gel des prestations sociales, des retraites, l'asphyxie budgétaire des services publics et de la Sécurité sociale afin de donner 40 milliards au patronat au nom de la compétitivité et de l'emploi. Le rapport de forces doit changer. Sous l'ère Ayrault, la droite ultra et l'extrême droite occupaient le pavé. Sous celle de Valls, ce sont enfin des manifestations de gauche qui s'opposent au gouvernement : le 12 avril, le 1^{er} Mai, le 15 mai dans la fonction publique, le 22 avec les cheminots...

En votant pour nos listes, vous contribuerez à renforcer ces combats en leur donnant confiance afin qu'ils puissent se développer et converger au lendemain des élections, vous voterez contre ce gouvernement au service du Medef. Vous direz non à la droite qui court après l'extrême droite.

Enfin, vous mandaterez des militants et des militantes, une manière concrète et émancipatrice de tenir tête aux partis institutionnels et à ceux qui veulent prendre leur place, comme le FN. En choisissant le bulletin de vote anticapitaliste et internationaliste, vous leur refuserez le droit de prétendre parler en notre nom.

Christine Poupin, Gaël Diaferia, Olivier Besancenot, Pierre Le Ménahès et Philippe Poutou

CONSTRUCTION EUROPÉENNE



Barroso, le président de la Commission européenne, parle business... DR

Leurs mensonges détruisent l'idée européenne

Victor Hugo en 1849 appelait à la construction d'une « fraternité européenne » des nations. Les politiques capitalistes éloignent de plus en plus l'Europe de cet idéal, même si, à chaque étape de la construction européenne, les dirigeants ont promis des « lendemains qui chantent »...

L'Union européenne est née après la Seconde Guerre mondiale avec une double détermination : l'aspiration des peuples à ce qu'il n'y ait plus de guerres

en Europe, mais aussi (et surtout, pour les dirigeants européens et des États-Unis) reconstruire au plus vite une Europe capitaliste. À chacune des étapes, les dirigeants ont vendu leurs

Un monde à changer

ATOMIC ANNE. Le groupe nucléaire Areva est détenu à 87% par l'État. Celui-ci a donc les moyens de peser sur les décisions du groupe. Il est indispensable de rappeler cela avant de parler du rapport que la Cour des comptes vient de consacrer au groupe, rapport qui met en cause son ancienne présidente Anne Lauvergeon. Celle-ci s'était identifiée au programme nucléaire français au point d'être surnommée « Atomic Anne ». La Cour des comptes critique sa gestion personnalisée de l'entreprise (certaines réunions ne se tenant que « sur le papier ») et l'évolution de sa rémunération (en 2010, elle a gagné 1070000 euros). Sont également évoquées les dérives des grands chantiers du groupe, notamment l'EPR (qui devrait représenter une perte de 3,5 milliards d'euros), et l'achat d'Uramin dans des conditions obscures. Il s'agit d'une société minière canadienne détenant des gisements d'uranium en Afrique: payés 1,8 milliard d'euros, ces gisements sont inexploités et Anne Lauvergeon aurait fourni des documents discutables ou caviardés pour justifier cet achat.

Dans cette affaire, on ne peut exclure des règlements de comptes et les ambitions d'autres acteurs du nucléaire, mais deux aspects paraissent emblématiques du fonctionnement de groupes publics sous le capitalisme actuel. D'abord, un État actionnaire principal qui laisse des dirigeants gérer une entreprise quasiment comme si c'était leur propriété. On se souvient du scandale du Crédit lyonnais: Areva procède fondamentalement de la même logique. Ensuite, il y a ce petit monde de dirigeants qui vont du public au privé, et du PS à la droite, au gré de leurs intérêts personnels. Lauvergeon en est une bonne illustration: d'abord haut-fonctionnaire, elle passe en 1990 à l'Élysée auprès de Mitterrand; en 1995 c'est la banque Lazard, puis Alcatel; puis, en 1999, nommée par DSK, elle passe dans le nucléaire public; Sarkozy lui propose le poste de ministre des Finances, mais elle préfère rester chez Areva. Droite ou PS, ce sont la même bande et les mêmes mœurs qui se perpétuent...

TURQUIE Ni accident ni destin, des mineurs assassinés par le système

Mardi 13 mai 2014, « l'accident » de travail qui a eu lieu à Soma marque non seulement une date importante pour l'histoire du pays mais également pour l'histoire de la classe ouvrière dans le monde entier.

Non, ce n'est pas une histoire miraculeuse: certains blessés ont pu sortir de la mine... mais selon les chiffres officiels, le nombre des morts atteint 301. D'après les informations concernant le fonctionnement de la mine, on sait qu'il devait y avoir au moins 700 mineurs en sous-sol, donc le nombre de morts est certainement plus élevé que celui qui est affiché, mais les représentants de l'État insistent pour que l'on n'en parle pas. Quoi qu'il en soit, ce nombre de morts met la Turquie dans les premiers rangs mondiaux du nombre d'accidents de travail. Depuis 2002, sous le gouvernement d'AKP, il y a eu plus de 8000 morts...



À Ankara, des manifestants jettent des pierres sur les forces de l'ordre, mercredi 14 mai. DR

Contrairement au discours qui circule depuis le 13 mai, ce qui s'est passé à Soma n'est ni un accident, ni une catastrophe (naturelle), ni le destin: il s'agit d'un meurtre dont les responsables sont nombreux. De façon plus globale, les morts dans des accidents de travail – entre 800 et 1400 chaque année depuis 2002 – ne sont pas des victimes du destin.

Le gouvernement réprime

La réaction populaire a été importante. Après s'être rendu compte de l'ampleur du drame, il y a eu plusieurs appels à manifester. Le

gouvernement a été cohérent avec lui-même dans sa façon de réagir, comme ce fut le cas le 1^{er} Mai 2014 et auparavant pendant la Résistance de juin 2013 (Gezi) où ont eu lieu de nombreuses violences policières. L'un des premiers actes de ce gouvernement a donc été d'envoyer des forces policières et armées à Soma.

Désormais, dans cette ville, on a fait l'expérience du gaz lacrymogène, on a vu un conseiller du Premier ministre donner violemment des coups de pied à un manifestant, on a entendu des déclarations indiquant

que ceux qui conspuent le Premier ministre ne sont pas des résidents de Soma mais des provocateurs... et les avocats bénévoles ont été mis en garde à vue!

Un point de départ?

Soma s'inscrit dans une lutte de classes qui s'approfondit depuis la Résistance de juin. Pourtant, il ne faut pas se faire d'illusions, car même s'il y a une volonté de se battre, elle n'a toujours pas pu trouver jusqu'ici ni une stratégie commune ni des tactiques partagées par une majorité.

Suite à Soma, les syndicats ont fait un appel pour une journée de « non-travail » mais ils n'ont pas pu (ou voulu) prendre la décision de grève générale. La proposition syndicale? « Étendre les manifestations du 14 mai », faire trois minutes de silence sur les lieux de travail, et s'habiller ou porter quelque chose en noir... Même s'il y a eu d'autres paroles et des propositions plus concrètes de la part de certains représentants syndicaux, il manque la volonté de mener un combat continu. Et ce n'est pas seulement le devoir des syndicats mais de toutes les composantes de la gauche se réclamant du socialisme.

Nous restons vigilants, et nous espérons que Soma devienne le point de départ pour les projets d'unité de la gauche, une référence commune autour de laquelle le mouvement kurde et les autres mouvements parties prenantes de la lutte ouvrière, puissent combattre en rassemblant leurs forces.

D'Istanbul, Idil Engindeniz Sahan

Le chiffre

49694

C'est le nombre de logements saisis par les banques espagnoles en 2013 (d'après *les Échos* du lundi 19 mai 2014). Les expulsions de propriétaires et locataires surendettés soulèvent l'indignation, aiguisée par plusieurs suicides de personnes sur le point d'être mises à la rue. Les banques espagnoles ont reçu une aide européenne de plus de 40 milliards d'euros en 2012...



Agenda

Jeudi 22 mai, réunion publique, Paris. Avec Olivier Besancenot, à 20h au gymnase Bidassoa (Paris 20^e).

Jeudi 22 mai, réunion publique, Pau. Avec Philippe Poutou, à 20h salle 707, complexe de la République.

Jeudi 22 mai, réunion publique, Le Mans. Avec Pierre Le Ménahès, à 20h30 salle Barbara (arrêt Saint-Martin).

Jeudi 22 mai, réunion publique, Rouen. Avec Christine Poupin, à 19h30 à la Halle-aux-Toiles.

Vendredi 23 mai, réunion publique, Metz. Avec Gaël Diaferia, à 20h au centre social du Petit-Bois.

Vendredi 23 mai, réunion publique, Bordeaux. Avec Philippe Poutou, à 19h à la Maison cantonale (rue de Nuits, près de l'avenue Thiers).

Vendredi 23 mai, réunion publique, Lille. Avec Christine Poupin, à 19h salle sous le Befroi.

Samedi 31 mai, réunion sur les extrêmes droites, Paris. « Extrêmes droites à l'offensive... Quels enjeux, quels périls? » organisé par Pour l'émancipation politique et sociale, à partir de 14h au 61 rue Violet, Paris 15^e.

NO COMMENT

Quelle soit artiste ou non, la femme iranienne est le symbole de la chasteté et de l'innocence, donc une telle attitude inappropriée [ayant eu lieu] récemment au Festival de Cannes n'est pas conforme à nos principes religieux.

Le vice-ministre de la Culture, HOSSEIN NOUSHABADI, cité par le site internet de la radio-télévision *Irrib*, commentant la bise donnée par l'actrice Leila Hatami au président du festival de Cannes.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0414 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

décisions avec deux slogans: « L'Europe, c'est la paix », « Plus d'Europe, c'est plus de prospérité ». Par « plus d'Europe », il fallait comprendre le renforcement de « leur Europe ». L'Acte unique européen de 1986 a représenté une étape décisive: il fonde désormais l'Union européenne sur la libre-circulation des marchandises et des capitaux. Pour le soutenir, la Commission européenne (présidée par le « socialiste » Jacques Delors) présente alors des prévisions économiques miraculeuses sur son impact. Elles ne se concrétiseront pas... Même scénario avec la création de l'euro par le traité de Maastricht en 1992. L'euro protégerait les Européens des chocs extérieurs, et

favoriserait la croissance et donc l'emploi. Il ferait de l'Europe une grande puissance monétaire, etc. Et à chaque étape importante, le scénario se répète: c'est le choix entre l'Europe et le chaos, la régression. Dans une tribune récente, Hollande avance même que « sortir de l'Europe, c'est sortir de l'Histoire »!

L'euro n'a tenu aucune de ses promesses

Le problème, c'est que l'Union européenne actuelle, modelée par la droite et les « socialistes », offre de plus en plus un visage repoussant pour « ceux d'en bas ». L'euro n'a tenu aucune de ses promesses: il n'a protégé, ni de la crise, ni du chômage de masse, ni de la concurrence

entre économies capitalistes. Au contraire, il est le prétexte à une austérité budgétaire sans précédent et à une attaque généralisée contre les droits sociaux. Retraites, salaire minimum, protection sociale, système de négociations collectives: désormais, la Commission (avec le soutien du Conseil européen ou siègent les États membres) se mêle de tout, allant au-delà des compétences budgétaires que lui donne le TSCG (traité sur la stabilité et la gouvernance budgétaire de 2012). Il existe une inégalité grandissante entre les États membres: certains (Grèce, Portugal, Espagne, Chypre, Irlande) sont sous tutelle et, pour ceux-là, pas question de ne pas se plier aux injonctions de la Troïka (BCE, Commission,

FMI). Dans ces pays, ce n'est pas seulement l'austérité qui règne mais une remise en cause systématique des accords collectifs, des règles du contrat de travail: tout vise à ce que le salarié soit privé de protection collective. Les évolutions en cours dans ces pays annoncent ce qui sera généralisé demain si les travailleurs ne s'en mêlent pas.

Contre les mensonges des fossoyeurs de l'Europe

Le décalage est désormais évident entre les discours des gouvernants et l'Europe réelle à laquelle sont confrontés salariés, petits agriculteurs, retraités, chômeurs. Les mensonges des gouvernements actuels, de gauche et de droite, sont les fossoyeurs de l'idée européenne aux

yeux de « ceux d'en bas ». En France, le PS fait campagne aux Européennes avec comme mot d'ordre « l'austérité en Europe est une erreur ». De qui se moque-t-on? Jamais aucun gouvernement français de gauche (avec Mitterrand, Jospin ou Hollande) n'a voulu taper du poing sur la table et mettre en avant une autre politique.

Ne nous trompons pas de responsables: il ne s'agit pas de dénoncer « l'Europe allemande » mais les mensonges répétés des tenants de l'Europe du capital et d'avancer une autre politique: en rupture totale avec les traités de l'Union européenne, mais dans la logique de la solidarité internationale des travailleurs et des peuples.
Henri Wilno

RÉFORME TERRITORIALE Millefeuille, austérité et petites manœuvres...

Hollande veut accélérer la réforme territoriale pour en finir avec « les enchevêtrements, les doublons, les confusions », en fait accentuer une politique qui sous couvert de décentralisation plie les collectivités locales aux politiques d'austérité... tout en concentrant les pouvoirs. L'occasion aussi pour lui de tenter de reprendre la main face aux différents partis, dont sa majorité, qu'il a reçus à l'Élysée.

C'est l'austérité à tous les échelons. La feuille de route fixée par le gouvernement aux communes, intercommunalités, départements et régions est simple : économiser 11 milliards d'euros de 2015 à 2017. La méthode est tout aussi simple : prendre ces 11 milliards dans les 55 milliards de dotations que l'État leur verse chaque année. C'est dans ce cadre que s'inscrit la réforme territoriale qui veut réduire de moitié le nombre de régions, supprimer les conseils généraux à l'horizon 2021, voire supprimer les départements.

Que le gouvernement y parvienne ou non, c'est bien l'austérité qu'il compte accentuer, de façon à faire payer, par tous les canaux possibles et imaginables, les 50 milliards d'euros qu'il destine au patronat. La pression sur les élus est extrêmement forte alors que la dette des collectivités locales ne cesse de grossir, passant de 104 milliards d'euros en 2002 à 173,7 milliards en 2012. Une hausse de 67% en dix ans.



Je vais réduire le budget des collectivités territoriales à peu près de ça. DR

Unanimité cacophonique...

Tous les partis institutionnels partagent les objectifs de Hollande, mais tous craignent d'affronter l'hostilité de leurs élus. La majorité, qui détient actuellement 21 des 22 régions de « France métropolitaine » et à peu près la moitié des départements, est coincé entre le soutien à l'exécutif et la grogne d'une partie de ses troupes. EÉLV, qui ont bien moins d'élus, sont moins regardants et soutiennent sans réserve. Comme le Modem, l'UDI est plutôt favorable, à conditions d'avoir la monnaie de leur soutien. Copé, lui, veut fusionner conseils régionaux et généraux mais, « en revanche, onze super-régions, ce n'est pas le système de l'histoire de France, on n'a pas le droit de le faire sans changer la Constitution et sans demander aux Français leur avis. » Dans le même sens, Marine Le Pen dénonce une « landerisation de la France », inspirée selon elle par un « modèle allemand imposé par l'Union européenne », et s'oppose à ce « bouleversement total de la France historique »...

Toute préoccupation démocratique est totalement absente de ces tripatouillages administratifs et politiques. D'ailleurs le pouvoir des préfets n'est lui nullement remis en cause. Il s'agit de concentrer les pouvoirs des collectivités locales par ailleurs étranglées par les banques. La clause de compétence générale, qui permet à une collectivité d'intervenir dans tous les domaines d'intérêt local qu'elle juge nécessaires, va être supprimée. Alors révision constitutionnelle, référendum ou démarche parlementaire, quoi que Hollande décide, il ne fera que renforcer le pouvoir de l'État et... des banques. Avec en prime une petite manœuvre qui lui permet de gagner du temps, le report des élections régionales en 2016...

Par contre, il n'est venu à l'idée ni de Hollande ni d'aucun parti de demander la proportionnelle intégrale à tous les niveaux de représentation !
Yvan Lemaître

UMP Europe : combien de divisions ?

Dans un climat délétère, minée par des divergences d'orientation, l'UMP se présente aux élections européennes plus divisée que jamais. Un temps mise en sommeil pour préserver l'intérêt commun, la guerre des chefs n'en finit pas de renaître de ses cendres, sur fond de scandales financiers à répétition et de perte de crédibilité confirmée dans les sondages. Pour la plus grande satisfaction d'un Front national, même plus en embuscade.

À quelques jours de l'élection européenne, l'UMP se trouve confrontée à d'importants problèmes mis sur la scène publique, qui minent sa cohésion interne et entachent sa crédibilité. Passé le scrutin de dimanche, il faudra bien que les protagonistes du scandale Bygmalion s'expliquent, devant les juges comme devant l'opinion publique, sur l'incroyable montage financier qui a permis, à l'occasion de la campagne de Sarkozy de 2012, d'enrichir de 20 millions d'euros les caisses d'une société gérée par des proches de Copé, le président du parti.

Protégez moi de mes amis...

Au-delà de ce scandale, un de plus qui somme toute fait partie des us et coutumes de la gestion des partis institutionnels, c'est sur la question de la politique européenne que s'étripent aujourd'hui les « fédéralistes » et les « souverainistes ». Largement contesté au sein du parti, Jean-François Copé ne tente même plus d'affirmer une position commune censée remettre un peu d'ordre dans la maison, et ce sont les arguments d'autorité et les noms d'oiseau qui tiennent aujourd'hui lieu de ligne politique.

Les euroseptiques, menés par Henri Guaino et Laurent Wauquiez entraînant une quarantaine de parlementaires, sont à l'origine de la fronde qui mine le parti. Dans un texte que ne renierait pas le Front national, toute honte bue, les deux anciens ministres de Sarkozy pourfendent avec délectation la politique qu'ils ont menée lorsqu'ils étaient aux commandes, Henri Guaino allant même jusqu'à



affirmer qu'il ne voterait pas pour la liste de l'UMP en Île-de-France conduite par Alain Lamassoure...

« Machine à recycler »

Partisans d'un retour à une « Europe des 6 », la « droite » de l'UMP anticipe l'après-élection, dans un contexte où le parti sera durablement affaibli, avec l'hypothèse hélas envisageable d'une victoire du Front national devenant « le premier parti de France ». La réponse de Copé, « le parti tu l'aimes ou tu le quittes », masque mal l'absence de ligne politique d'une formation en crise, incapable de se

situer actuellement dans le débat européen. Et on ne peut (pour une fois) que souscrire aux propos de Bernard Accoyer qui s'interroge publiquement sur « ce qu'apporterait de plus Nadine Morano au Parlement européen »... Depuis sa création, le Parlement européen a servi aux partis politiques institutionnels de véritable « machine à recycler » des anciens ministres en mal de carrière. C'est ainsi que l'on trouve en tête des listes de l'UMP des Hortefeux, Muselier, Dati (surnommée à Bruxelles la touriste de l'UMP) ou Alliot-Marie (dont on connaît la complicité avec l'ancien

dictateur tunisien Ben Ali). De vraies sinécures grassement rétribuées par des contribuables... dont une bonne partie ne se déplacera pas pour voter dimanche.

Cette décrépitude de la représentation politique, cette faillite morale de tout un système ne peuvent que servir lespires populismes. La crise de l'UMP ne fait que commencer, et le paysage politique à l'issue des élections invite les anticapitalistes à ne pas céder à la démoralisation que ces dernières pourraient entraîner dans notre camp social.

Alain Pojolat

PS Majorité et gouvernement en mode câlinothérapie

Avant le prochain vote « à risque » en juin sur le collectif budgétaire, qui mettra en actes le plan des 50 milliards d'économies, Valls sort l'artillerie lourde pour « amadouer » les « frondeurs » : une cure d'intense câlinothérapie et de dialogue, agrémentée de quelques carottes fiscales...



Valls se sent moins seul... DR

Depuis le vote du Pacte de responsabilité où 41 députés socialistes s'étaient abstenus et 3 avaient voté contre, Valls n'a eu de cesse de renouer le dialogue avec les frondeurs. « Il veut être dans un rapport fusionnel avec la majorité. Cette relation, il faut la rebâtir », promet-on à Matignon, laissant ainsi entendre que les députés de la majorité auraient été abandonnés par son prédécesseur... Le mot d'ordre est donc désormais de « multiplier les espaces de rencontre ». C'est ainsi que le 13 mai dernier, Valls a mis les bouchées doubles en s'invitant avec la quasi-totalité

du gouvernement à la réunion du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Lors de cette réunion, il a plaidé pour un « dialogue permanent, constructif et franc » avec les députés et a présenté son dispositif permettant de mieux associer les députés à l'élaboration des textes de loi avant leur adoption en conseil des ministres et pour informer plus rapidement des décisions de l'exécutif. À la demande insistante des députés de l'aile gauche du PS, Valls a aussi accepté une mission parlementaire d'évaluation sur le crédit d'impôt emploi compétitivité (CICE).

Retenez-moi où je fais un malheur...

Suite à cette réunion, certains « frondeurs » étaient satisfaits que Valls prenne en compte l'une de leur revendications. D'autres restent sur leur faim comme Jean-Marc Germain, un des initiateurs pour un nouveau « contrat de majorité » qui pense que « sur la méthode, c'est le fonctionnement dont on rêverait. Mais sur le fond, on n'a pas eu de débat sur la réorientation de la politique économique »... Pour essayer de convaincre les derniers récalcitrants et pour être

certain que les voix ne manqueraient pas pour le vote du collectif budgétaire ni pour celui de la loi rectificative du budget de la Sécurité sociale, Valls a annoncé de nouvelles mesures fiscales représentant une « baisse d'impôt de un milliard d'euros » qui serait financé « en grande partie » grâce à « la lutte contre la fraude fiscale ». A priori, le coup a marché puisque suite à ces annonces, la majorité des « frondeurs » a salué positivement cette décision, reconnaissant que « leurs efforts avaient payé »... Au vu des 50 milliards d'économies toujours maintenus, ces « frondeurs » se satisfont visiblement de pas grand-chose !

Mais la crise du parti majoritaire n'est pas terminée, loin de là. À quelques jours d'un scrutin électoral qui s'annonce désastreux pour le PS, un nouveau club a vu le jour, celui des « socialistes affligés », à l'initiative du député européen et économiste Liêm Hoang Ngoc et de Philippe Marlière. L'objectif de ce club est de « regrouper les citoyens actifs, intellectuels, militants associatifs, politiques et syndicaux qui veulent aider la gauche » et œuvrer à la « recomposition de la gauche qui pourrait s'opérer au sein d'une nébuleuse rose-vert-rouge », réunissant une partie du PS, Europe écologie les Verts et le Front de gauche. En voilà qui préparent déjà les lendemains. Mais seront-ils beaux ? Qu'il nous soit permis d'en douter...
Sandra Demarcq

INDE Et après les élections ?

Le 16 mai, les résultats des élections législatives indiennes ont été bien au-delà des prévisions. Avec 31% des voix, le Bharatiya Janata Party, le Parti du peuple indien, a remporté 282 sièges, soit bien plus que la moitié des 543 membres du Parlement. C'est une victoire écrasante.

Composante de la droite hindouiste, ce parti a désormais la majorité absolue. Cela lui donne toute latitude. Pourtant gouverner l'Inde n'est pas aussi simple, et il doit former son gouvernement avec des partis régionaux.

Le Parti du Congrès n'a eu que 44 sièges : plus qu'une défaite, c'est un effondrement pour le parti historique de l'indépendance, laïque (au sens anglais de secular), qui avait gouverné pendant des dizaines d'années pratiquement sans interruption et qui a mis en place les réformes libérales des années 1990 qui ont permis le développement du BJP. Aux dernières élections nationales de 2009, Le Congrès avait 206 sièges, le BJP n'en avait que 116, alors que les partis régionaux se répartissaient au sein des deux grandes alliances nationales : l'UPA pour le Congrès et le NDA pour le BJP.

L'effondrement du Congrès et les enjeux de l'élection

Le rejet du Parti du Congrès était prévisible à cause des gros scandales de corruption où il était impliqué, à cause des mauvais résultats économiques : inflation élevée, ralentissement de la croissance. Cependant certaines questions restaient ouvertes. Les partis régionaux, basés sur des identités de caste, de langue, de communauté



Narendra Modi, leader de la droite fascisante. DR

allaient-ils bénéficier de ce rejet ? Les partis du « Front de gauche » déconsidérés pour leur politique libérale au Bengale allaient-ils regagner de la confiance ? Allait-il y avoir un vote de la campagne (2/3 des circonscriptions) opposé à un vote des villes (2/3 du revenu national) ? Qu'allaient voter les 100 millions de nouveaux jeunes électeurs ? Leur préoccupation d'avoir de meilleures conditions de vie, un travail dans une Inde prospère, allait-elle l'emporter ? Allaient-ils être sensibles au mouvement anti-corruption et au rejet des politiciens corrompus de ces dernières années ? Qu'allait être le vote des femmes lié au débat sur le viol et aux manifestations pour

plus de sécurité ? Allaient-elles voter pour un nouveau venu, le Parti AAP de l'homme du peuple, qui avait fait de ces deux derniers enjeux, avec la lutte contre la corruption, son programme ?

Une victoire de Narendra Modi avant celle du BJP ?

Finalement, c'est bien « la vague Modi » qui l'a emporté. La campagne de ce parti s'est appuyée sur le succès du développement économique de l'État du Gujarat où il était Premier ministre. Le leader du BJP a incarné les aspirations des classes moyennes et d'une partie de la population pauvre qui attend qu'il reproduise cela à l'échelle de l'Inde.

Bien sûr, ce développement est une fiction pour les habitants pauvres de cet État. Mais dans les milieux d'affaires, indiens comme internationaux, cette politique peut permettre le développement du libéralisme économique : bonne gouvernance, infrastructures électriques et routières, emplois à la demande des entreprises. Ils veulent croire – ou faire croire – que Modi serait devenu un « homme fréquentable », capable d'avoir une politique pour l'ensemble d'un sous-continent, détaché de son passé idéologique d'une droite nationaliste hindouiste et partie prenante dans la droite fascisante du RSS (Rashtriya Swayamsevak Sangh), l'Association des Volontaires Hindou.

Les États-Unis, les pays de l'Union européenne souhaitent surtout avoir des relations économiques et stratégiques avec l'Inde, après l'avoir privée de visa ou boycottée. Lors des émeutes et du carnage communautaire du Gujarat de 2002, un millier de personnes, essentiellement des musulmans, ont été tuées. Modi, Premier ministre de cet État, et sa police avaient été accusés de laisser-faire et de complicité. Douze ans après, il va gouverner l'Union indienne.

Des volontaires du RSS ont participé à sa campagne dans l'Uttar Pradesh, un État où des émeutes communautaires ont fait des dizaines de morts et des milliers de déplacés parmi les musulmans fin 2013. Les craintes de voir resurgir des émeutes et des pogroms, à l'initiative des militants et partisans de cette droite fascisante encouragée par ses résultats, sont fortes parmi les musulmans et les progressistes.

Christine Schneider

VIETNAM

Violentes émeutes anti-chinoises

Les 13 et 14 mai dernier, de nombreuses émeutes ont éclaté au Vietnam : en cause la politique agressive de Pékin, militaire et économique, qui suscite des réactions croissantes dans la région.



Manifestation antichinoise à Hanoï. DR

L'ampleur des émeutes populaires qui ont éclaté au Vietnam est impressionnante. Quelque vingt mille ouvriers ont tout d'abord manifesté dans une zone industrielle de la province de Binh Duong dans le sud du pays, non loin d'Ho Chi Minh-Ville (Saigon), finissant par incendier ou piller environ 250 usines. Le mouvement de colère, qui a fait de très nombreux blessés, s'est propagé dans le centre, notamment à Ha Tinh où, selon une source hospitalière, il y aurait eu plus de 20 morts. Deux jours auparavant, le 11 mai, un millier de personnes avaient défilé dans la capitale, Hanoï, non loin de l'ambassade de Chine, à la suite d'un grave incident naval opposant la flotte chinoise à des garde-côtes vietnamiens : Pékin a en effet décidé d'installer une plateforme de forage pétrolier dans l'archipel des Paracels revendiqué par le Vietnam. D'autres manifestations se sont déroulées à Saigon et Danang.

Le refus de la pression militaire et économique chinoise

La crise diplomatique ouverte au Vietnam résume les deux principales sources de tension entre les pays de la région et la Chine : territoriale et sociale. Pour garantir son accès à l'océan Pacifique, Pékin a décrété sa souveraineté sur l'ensemble de la « mer de Chine du Sud » (une appellation évidemment rejetée par les autres États riverains) et utilise sa puissance navale pour l'imposer de force. Tous les pays d'Asie du Sud-Est ayant une façade maritime sur cette zone sont concernés : Vietnam, Malaisie, Philippines...

Par ailleurs, les capitaux chinois et taïwanais ont, souvent de concert, beaucoup investi dans cette région. Les conditions de travail y sont particulièrement mauvaises, les syndicats pratiquement exclus ou impotents, la discipline dictatoriale et les possibilités de promotion de Vietnamiens très réduites : l'encadrement est trusté par des Taïwanais et Chinois.

Ainsi, les usines attaquées ces jours d'émeutes au Vietnam étaient chinoises, taïwanaises, coréennes, singapouriennes, voire thaïlandaises ou même vietnamiennes. Il y a un aspect de révolte sociale que l'on retrouve – et ce n'est pas un paradoxe – dans les résistances ouvrières en Chine même à l'encontre des transnationales asiatiques.

Le ressentiment antichinois est profond dans la population. Le gouvernement cherche à l'instrumentaliser à son profit, le Parti communiste espérant y trouver légitimité et en profitant pour faire taire les critiques. Pourtant, autant il est clair que les manifestations contre l'incident naval du 7 mai étaient « facilitées » par le PCV (même si des opposants y ont participé, au côté de vétérans et de membres des organisations de jeunesse officielles), autant il semble probable que les émeutes ouvrières ont débordé les limites prévues par un régime dont la politique économique vise à favoriser l'investissement étranger, le tourisme et le marché. Les nouveaux rassemblements prévus le dimanche 18 ont d'ailleurs été interdits. Ces récents événements montrent à quel point les tensions sociales et géopolitiques s'aggravent en Asie orientale. Un contexte qui favorise dans chaque pays la montée de nationalismes de puissances (Chine, Japon...) et/ou xénophobes dont les Chinois de la diaspora sud-est asiatique pourraient notamment être victimes.

Pierre Rousset

NIGERIA L'armée contre le terrorisme ?

François Hollande en semble persuadé : il est en train de briller sur un nouveau front. Samedi 16 mai à Paris, il avait réuni cinq chefs d'État du continent africain : le président de la République fédérale du Nigeria, Goodluck Jonathan, ainsi que ceux des quatre pays voisins (Cameroun, Tchad, Niger, Bénin)...

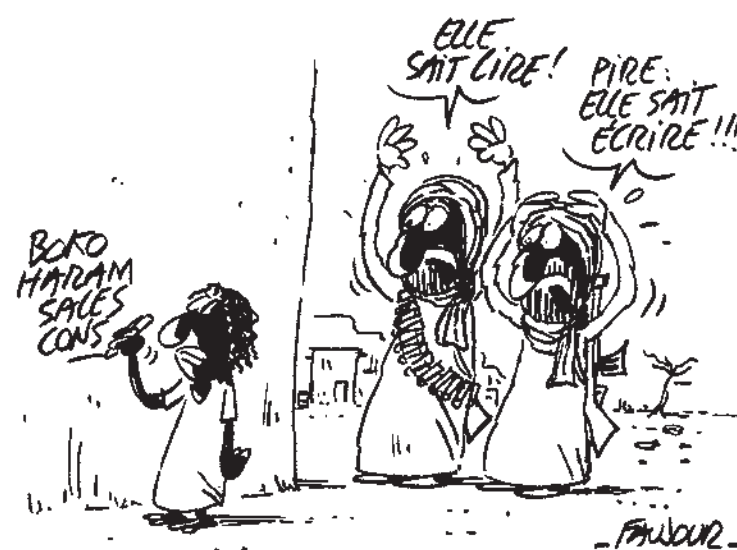
A cette occasion, le président français a tonné contre la secte armée nigérienne de Boko Haram, qui vient de se rendre célèbre par le rapt de 276 collégiennes, dont 53 ont réussi à fuir : « Boko Haram a une stratégie anti-civilisationnelle de déstabilisation du Nigeria mais aussi de destruction des principes fondamentaux de la dignité humaine. »

Disons-le, toute ironie qui minimiserait l'horreur des crimes commis par la secte intégriste sanguinaire serait fortement déplacée. Le 5 mai, le leader de Boko Haram, Abubakar Shekau, a revendiqué la prise d'otages de plus de 200 écolières, effectuée dans la nuit du 14 au 15 avril dernier. Dans la même vidéo, Shekau annonçait son intention de « vendre en esclaves » les filles. Le 12 mai, le leader de Boko Haram a annoncé cependant qu'il avait réussi à « convertir » environ 130 des filles à sa version de l'islam, et les avait ainsi « libérées » (spirituellement s'entend...). Pour les autres, il proclamait son intention de les échanger contre des prisonniers de son organisation, demande aussitôt rejetée par les officiels.

Les grandes puissances veulent prendre pied

Pour autant, il n'est pas certain que la mise en scène de la France et des présidents convoqués à Paris – dont au moins deux, Paul Biya et surtout Idriss Déby, sont des sinistres bouchers tout en étant des amis notoires de la « Françafrique » – ait servi la cause de la liberté des filles. La stratégie annoncée reposera avant tout sur un renforcement de l'armée nigérienne, les autres puissances présentes sur le terrain – France, USA, Chine – n'interviendront pas militairement. Il est cependant question du partage de renseignements, gagnés à partir de drones étatsuniens et/ou d'avions militaires français qui pourraient bientôt décoller du Tchad, et de l'instauration d'une plateforme de renseignement à Abuja, capitale fédérale du Nigeria.

L'armée nigérienne fait jusqu'ici clairement partie du problème, plutôt que de la solution. Du matériel livré à l'armée nigérienne a été vendu sur le marché noir, dont en partie à Boko Haram. La raison principale en est la gigantesque corruption qui ravage la Nigeria et gangrène tout depuis



qu'on a découvert qu'il regorge de pétrole. Six milliards de dollars par an sont déboursés au titre de la « lutte contre le terrorisme »... alors que 25 millions arriveraient sur le terrain dans le nord-est. Le 9 mai, Amnesty International a accusé l'armée nigérienne d'avoir été au courant du projet de rapt – les djihadistes présents autour de l'école avaient été repérés en début de soirée du 14 avril –, mais de n'avoir strictement rien entrepris pour l'empêcher. La solution miracle n'existe certainement pas. À court terme, il est à craindre qu'une négociation avec la secte sanguinaire soit inévitable pour sauver les filles, ce qui ne

réduit aucunement la nécessité de la combattre. Le meilleur moyen, ensuite, sera de donner aux populations locales des moyens d'assurer leur autodéfense. En attendant, les grandes puissances profitent de l'occasion pour mettre un pied dans la porte du Nigeria. Déjà le 24 mai 2009, François Fillon, alors Premier ministre, avait proposé l'aide militaire française à l'armée du Nigeria. À l'époque, c'était pour combattre des rebelles (non intégristes) dans le delta du Niger, principale zone de production de pétrole, marquée par la misère des populations et la destruction de leur environnement.

Bertold du Ryon

Dans le Sud-Ouest



À Uzès (30), la révolution au balcon samedi 17 mai. DR

Notre tête de liste Philippe Poutou a parcouru la grande région ces derniers jours...

À Tarbes (65)

Jeudi 15 mai, après un passage au marché, nous avons rendez-vous avec la presse devant l'usine Alstom. En ce moment de grandes manœuvres pour la vente du groupe à la découpe, ce choix était d'autant plus symbolique que le site tarbais de 700 salariéEs a déjà subi une perte de 13% de sa masse salariale, 30 postes en moins en 2013. Nous avons mis en avant notre réponse : que les salariéEs et la population se fassent les «repreneurs», seule solution pour défendre l'emploi des 18 000 salariéEs d'Alstom. Une réunion a ensuite rassemblé une trentaine de personnes à la Bourse du travail, pour un débat qui a tourné autour de la pertinence de se présenter aux élections européennes, de la question unitaire, du traitement fait aux malades dans cette société, de l'écologie...

La discussion s'est poursuivie autour d'une sympathique «auberge espagnole».

À Montpellier (34)

Vendredi 16 mai, une action Sécu menée devant la Caisse d'assurance maladie par une vingtaine de militantEs, dont Philippe, aura servi de hors-d'œuvre militant : «*La Sécu, elle est à nous...*» ! 80 personnes se sont ensuite retrouvées en soirée pour écouter ce que nous défendons dans cette élection européenne. Étaient présents, avec intervention au micro, les salariéEs de Sanofi, BDS, le collectif antifasciste... Le NPA jeunes a brossé l'essentiel des conséquences néfastes du processus de Bologne à l'université. Tous chaleureusement applaudis. Thomas, candidat héraultais sur notre liste, et Philippe ont ensuite

expliqué le sens que nous accordions à ces élections : le moyen de développer, en faveur des États-Unis socialistes d'Europe, notre rejet d'une austérité élaborée depuis Paris et Bruxelles, rejet qui ne peut passer que par une mobilisation «tous ensemble» ! Le débat avec la salle aura été le point d'orgue d'une journée de mobilisation politique réussie.

Dans le Gard (30)

La journée «gardoise» de Philippe le samedi 17 mai, que nous avons préparée avec des camarades d'Avignon, a été bien remplie. Distribution de tracts sur le marché d'Uzès tôt le matin, puis conférence de presse au Centre de rétention administrative de Nîmes. À l'occasion d'une visite improvisée à l'intérieur du CRA (c'est la loi, on peut y rentrer !), Philippe a eu l'occasion de dire tout le mal que le NPA pense de l'Europe façon Frontex. Ensuite, cap sur Marcoule et l'univers policier du nucléaire pour une nouvelle conférence

de presse du NPA sous l'étrange surveillance des flics. Des fois qu'on s'attaquerait directement au réacteur... L'occasion de faire, devant la presse, un petit rappel savoureux et inquiétant : le Mox (combustible à base de plutonium enrichi) de Fukushima a été fabriqué à Marcoule ! Cocorico ! En fin d'après-midi, 70 personnes se pressaient dans la belle salle ducale pour écouter le NPA et Philippe, poser des questions, prendre part au débat, le tout susceptible de redonner le moral à notre camp des travailleurEs bien malade. Après l'apéritif, l'Internationale a même retenti au balcon du Grand Duché (!), avec poings levés, drapeaux et banderole du NPA. La soirée s'est poursuivie jusque tard dans un restaurant de cette petite ville du sud pour conclure cette journée qui constitue un incontestable succès. Certes nous n'avons pas fait la révolution, mais modestement le NPA se reconstruit, et nous avons même montré que ces Européennes peuvent finalement mobiliser.

À Montpellier les salariéEs de Sanofi prennent la parole lors de la réunion publique. DR



Dans le Nord-Ouest



Dimanche 18 mai au Pont de Normandie avec Christine Poupin. DR

En réunion en Picardie

Cette semaine, deux réunions publiques avec notre tête de liste, Christine Poupin, ont permis de relancer l'activité du NPA dans cette région. Mardi 13 mai à Soissons (02), une vingtaine de personnes ont participé à cette petite réunion. La discussion y a été très intéressante, et suivie de demandes d'adhésion au NPA et de projets de retrouvailles fin juin. Un bilan politique positif. Deux jours plus tard, Christine était à Clermont-de-l'Oise (60). Après une conférence de presse à Beauvais, la réunion a regroupé une trentaine de personnes. Étaient présents des militants d'Ensemble dont le journal électronique avait annoncé cette réunion. Ils ont rappelé qu'en 2009, les résultats cumulés du FdG et du NPA (6,84%

et 5,80%) dépassaient celui du Fhaine (10,18%).) Dans cette région, la liste Front de gauche est une liste PCF simplement élargie à quelques PG, ce qui provoque bien des grincements de dents à Ensemble, voire au PG... De plus, dans cette circonscription, la montée du FN et l'absence d'unité à la gauche du PS font courir le risque de la perte du siège de député européen du FdG. Car en dépassant les 20%, le Fhaine peut espérer rafler trois députés européens !

Après les Européennes, est en perspective une réunion sur l'Écosocialisme, coorganisée par Ensemble, le PG et le NPA, samedi 7 juin.

Pour défendre la réserve naturelle de l'estuaire de la Seine (76)

Dimanche 18 mai, le NPA participait

au rassemblement organisé par la LPO au pont de Normandie, pour défendre la réserve naturelle de la baie de Seine menacée par le braconnage et l'artificialisation des terres. Christine a évoqué devant une centaine de personnes, la défense de la diversité politique, pour prendre la parole après des présidents d'associations et deux élus EÉLV. Elle a rappelé que la défense de l'environnement et des espèces passe par une modification complète des modes de production et de consommation, qu'il est urgent de se débarrasser de l'exploitation marchande qui profite à une petite minorité, et de réfléchir pour construire une société débarrassée de la loi du profit pour promouvoir une société respectueuse de la planète et de ses habitantEs.

Avec les salariéEs de Snecma Vernon (27)

Lundi 19 mai, après une distribution de tracts à l'entrée, Christine Poupin a été reçue par une délégation de Sud, la CGT et FO. Sur ce site qui comprend 42% d'ingénieurs et cadres, 60% du personnel a signé la pétition pour «*la garantie de l'emploi pour tous*» par le maintien de la propulsion liquide pour les réacteurs Ariane. Une proportion inhabituelle qui exprime l'inquiétude devant le risque de désengagement des États européens que traduirait la décision de choisir la poudre pour la propulsion d'Ariane 6, à rebours de ce qui se fait partout ailleurs. Vernon, qui a compté jusqu'à 1 850 embauchéEs et 400 intérimaires, est actuellement à 1 080 et 200 prestataires pressurés pour l'externalisation des activités «non nobles». Un animateur de Solidaires industrie a d'ailleurs évoqué leurs durs combats.

Nous avons assuré ces militants, dont nous ne sommes d'ailleurs pas vraiment inconnus, de notre volonté de faire connaître leur combat. Objectif déjà rempli en partie, puisque les médias locaux étaient présents. À noter que seuls le PCF, «*Debout la République*» et nous avons répondu à cette sollicitation, les députés et sénateurs PS et UMP ayant brillé par leur silence... Les ministres en charge du dossier promettent des entrevues. Il faudra certainement, comme on dit, «*monter en charge*» pour se faire entendre.

Dans l'Ouest



À Nantes samedi 17 mai, le cortège NPA-Breizhistance. DR

Tout commence à Carhaix...

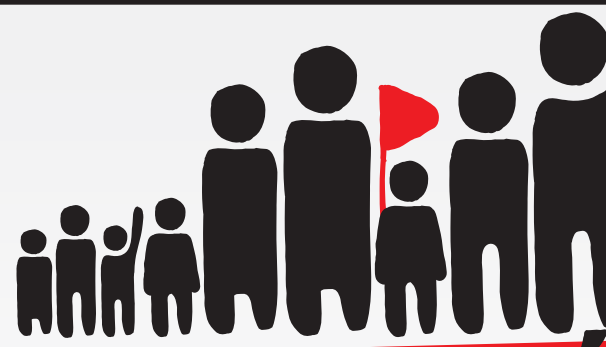
80 personnes se sont déplacées le mardi 6 mai pour le premier meeting de la liste soutenue par le NPA et la Gauche indépendantiste. Une première marquée par le vibrant hommage de Matthieu Guillemot à Virginie Prigent, candidate aux élections municipales sur la liste «*la vraie gauche*» soutenue par le NPA et le Front de gauche, subitement disparue.

Pour la Gauche indépendantiste, Gaël Roblin s'est prononcé pour une Europe de l'égalité des droits au sein de laquelle le droit à l'autodétermination et l'intégrité territoriale doivent être respectés, au sein de laquelle la Bretagne doit voir ses institutions se transformer. N°2 sur la liste, Sandra Cormier, a présenté la candidature du prisonnier politique Enguerrand Delanous, incarcéré suite à la manifestation du 22 février contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, rappelant notre opposition à ce projet destructeur et notre volonté d'une transition écologique pour l'Europe.

Notre tête de liste Pierre Le Ménahès a conclu la réunion en pourfendant le modèle économique libéral européen. En rappelant les combats des travailleurs de Florange, de la Seita, de Gad, de Marine Harvest et de Doux, il a exhorté les travailleurs à construire leurs luttes, taclant au passage le danger du vote FN, les spéculations bancaires et la politique d'austérité du gouvernement français...

SBFM Lorient et Seita Carquefou : un candidat parmi les siens

Vendredi 16 mai, Pierre Le Ménahès a été accueilli par ses anciens collègues, actifs et retraités, à la Fonderie de Bretagne (ex. SBFM) à Lorient (56). Le débat s'est installé autour des thèmes de notre campagne : contre le danger de l'extrême droite mais aussi sur la nécessaire unité ouvrière, pour l'Europe sociale. Des exemples concrets ont été abordés, comme le fameux CICE qui a rapporté 600 000 euros à la fonderie, mais pas une embauche de plus et des



EUROPE UNE INDIS CAMPAGNE

ENNENNES

RESPONSABLE

MILITANTE

se battre pour ses idées, abandonner le terrain politique aux autres partis, aurait été une grave erreur. Nos idées n'existent que par celles et ceux qui les portent et les défendent, les enrichissent de leurs luttes, de leurs expériences, de leurs contributions, aussi modestes soient elles... Autant de moments indispensables de la lutte d'émancipation. Celle-ci n'existe que dans la confrontation, dans le combat contre les mille et une manières de justifier l'ordre établi, en particulier contre toutes les formes de nationalisme, de chauvinisme, de xénophobie.

Après avoir présenté nos cinq listes la semaine dernière, nous voulons donner dans ce dossier des échos du combat qu'ensemble, toutes et tous, nous avons mené ces dernières semaines pour faire entendre la voix des travailleurEs et des peuples, une voix internationaliste.

Dans l'Est

conditions de travail de plus en plus difficiles... Après un pot fraternel et quelques photos, c'est le départ vers Carquefou (44) pour rencontrer les ouvriers de la Seita dont l'usine va être liquidée. «Imperial Tobacco sacrifie 327 emplois sur l'autel des profits», avertit la banderole syndicale, sans compter ceux des nombreux sous-traitants. Le dialogue s'engage aisément entre les syndicalistes et notre camarade. Alors que la multinationale du tabac a engrangé 3,8 milliards d'euros de bénéfice, elle organise un véritable carnage social : près de 1000 employéEs sacrifiéEs dans toute l'Europe!

Contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et sa police
Près de 1000 personnes ont défilé samedi 17 mai à Nantes «contre toutes les répressions», à l'appel du comité de soutien à Enguerrand et d'une trentaine d'organisations. Les candidatEs et militantEs du NPA et Breizhistance sont venus de Nantes, Rennes, Saint-Brieuc ou encore Angoulême pour soutenir notre camarade Enguerrand. Son cas n'est pas isolé : de nombreux syndicalistes et militantEs sont victimes de procès. Le pouvoir cherche à casser des militantEs individuellement, sur le terrain judiciaire. Il s'agit d'atteindre le mouvement social dans sa chair et dans son âme, d'en mutiler ou d'en emprisonner certains pour mieux atteindre toutEs les autres. Sous le signe de la solidarité, les manifestantEs ont refait ce jour-là le parcours que la préfecture

avait interdit le 22 février à Nantes : bandeau sur l'oeil en solidarité avec Damien et les autres victimes de flash-ball, avec fumigènes en tête de cortège pour rappeler le motif de l'emprisonnement d'Enguerrand.

Enguerrand Delanous : prisonnier politique et candidat
Jeune militant et papa d'une petite fille, Enguerrand a été condamné à un an de prison ferme pour la simple utilisation d'un fumigène lors de la manifestation du 22 février. Un procès à charge, fait pour «casser ce militant actif» : on lui a même reproché de détenir le *Guide du manifestant arrêté!* Bien qu'emprisonné, Enguerrand est candidat sur notre liste. Ancien militant du NPA, sympathisant de Breizhistance, il explique sa candidature dans une lettre : «Si j'ai accepté la proposition qui m'a été faite de rejoindre la liste soutenue par le NPA et Breizhistance, c'est avant tout pour montrer, malgré la prison ou l'interdiction de manifester pendant 3 ans à Nantes et sur la ZAD, que je ne me tairais pas. Paradoxalement, je ne crois pas en la possibilité d'un réel changement passant par les urnes. L'histoire nous a démontré que c'est avant tout de la rue, des luttes et du rapport de forces entre les peuples et leur gouvernants qu'ont toujours émergé les progrès sociaux. Malgré tout, les élections permettent au moins une chose, elles forcent (un peu) les médias - ne serait-ce qu'un court et bref instant - à sortir de leur partialité permanente, permettant à d'autres voix de s'exprimer.»

En Île-de-France

Rompre avec l'indifférence
La campagne francilienne souffre comme pour toutes nos listes de l'absence de débat démocratique où nous pourrions développer nos idées. Nous avons voulu palier cela par des initiatives et actions à l'image de notre liste et des combats qui se mènent partout en Europe.

Internationalistes
L'élection européenne étant la tribune favorite des nationalistes de toutes les couleurs, nous avons dès le départ voulu affirmer que nous sommes «Pour une Europe des travailleurEs et des peuples». Le bureau de la représentation du Parlement européen et de la Commission européenne à Paris a été notre première cible. Situé face à l'Assemblée nationale, des militantEs anticapitalistes, des sans-papiers, des membres de la liste - du NPA ou pas - se sont invités afin de «fêter» les deux ans du mandat de Hollande et de présenter leur candidat à la présidence de la Commission européenne, Anzoumane Sissoko. Cette action avait également pour but de dénoncer l'agence européenne Frontex qui chasse les émigrés partout autour de l'espace Schengen, grâce à un budget mirobolant (19 millions d'euros en 2006 ; 118 millions d'euros en 2011!).

Solidaires contre leur austérité
Notre campagne a pris le parti d'aller à la rencontre de toutes celles et ceux qui se battent contre la crise. Dans le 92 en soutien aux postiers en grève ; à la gare Saint-Lazare à la rencontre des salariéEs et des cheminotEs ; samedi 10 mai, lors d'une



Jeudi 15 mai au ministère de l'Économie on dénonce l'austérité. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

action à l'hôpital Saint-Antoine, nous avons pu constater que cet hôpital se vide et que la fermeture paraît proche ; et jeudi 15 mai au matin, nous nous sommes invités au ministère de l'Économie... Nous étions de toutes les dernières mobilisations : dans la manifestation fonction publique du 15 mai, le 17 au côté des intermittentEs en lutte ou encore avec les cheminotEs le 22 mai.

La campagne d'une liste ouverte à celles et ceux qui partagent en plus du ras-le-bol, la révolte et la volonté de porter une réponse anticapitaliste, internationaliste à cette Europe de l'austérité.

Une journée de campagne...
Mercredi 13 mai, accompagnés d'Olivier Besancenot, des militantEs étudiantEs du NPA ont organisé une grosse distribution de tracts sur le campus de l'université de Nanterre, ce qui a permis des discussions plus approfondies avec les étudiantEs et les personnels de l'université, attirés par les slogans

sur les «candidats anticapitalistes aux Européennes». Une étudiante en a même profité pour prendre contact et s'associer à toutes les activités de la journée! Ensuite, au-delà des frontières des Hauts-de-Seine, c'est à la plateforme de préparation et de distribution du courrier (PPDC) Europe, près de Saint-Lazare, que nous avons suivi les postierEs grévistes du 92 dans leur déplacement de solidarité, une étape pas prévue

au programme. Les postierEs étaient en grève pour protester contre la procédure de licenciement qui touche un de leur collègue pour la seule raison d'avoir salué les grévistes du 92 lors d'une occupation de la DOTC à Paris. Les flics étaient au rendez-vous pour empêcher les postiers de tenir une AG à l'intérieur.

Puis, à la gare Saint-Lazare, Olivier Besancenot et les militantEs du NPA ont déployé les drapeaux et pris possession du parvis de la gare, pour discuter avec les cheminotEs, tout en distribuant des tracts aux usagerEs qui passaient. Plusieurs dizaines de cheminots sont venus discuter du quotidien dans l'entreprise, de syndicalisme, des directives européennes, de la réforme ferroviaire et de la grève reconductible qui se prépare.

La colère et la détermination qui se sont exprimées sont de très bons signes, à l'approche du conflit de grande ampleur annoncé pour ces prochains jours.

Samedi 10 mai à l'hôpital Saint-Antoine. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB



À Besançon en réunion publique
Tous les jours, nous voyons bien que le scrutin à venir ne passionne guère les classes populaires. Pour autant, le meeting organisé à Besançon, en présence de notre tête de liste, Gaël Diaferia, a été une réussite, avec une cinquantaine de participantEs.

Comme Gaël, Matthieu, Bastien, Marie-France et Rachel, les candidats bisontins ne sont pas des professionnels de la politique... Ce sont des travailleurEs qui militent contre l'Europe des capitalistes, cette Europe des patrons et des banquiers avec leurs plans d'austérité, pour une Europe des travailleurEs et des peuples, c'est-à-dire internationaliste, antiraciste et écosocialiste...

Le débat questionnait notamment le fait que nous soyons candidatEs à ces élections européennes, alors que nous critiquons ces institutions et déclarons que l'Union européenne n'est pas réformable. Gaël a alors précisé qu'il n'y a pas de lieu où l'on s'interdit de

porter une voix anticapitaliste. En effet, même si ce sont les luttes, les mobilisations sociales qui seront à même de changer le cours des choses, la campagne électorale est pour nous l'occasion de rappeler cette nécessité. Même minoritaire, des élus anticapitalistes au Parlement européen pourront être les yeux, les oreilles et la voix des travailleurEs au sein de cette Europe bâtie par et pour les capitalistes.

À Nancy, prendre nos affaires en main
Notre campagne se mène avec peu de moyens, mais peu importe, la motivation et la détermination à faire entendre nos idées est bien là. Plusieurs sympathisantEs nous ont proposé de donner un coup de main pour le collage des affiches (on n'a pas d'argent, mais on a des amiEs...), et nous tentons de toucher au maximum ceux de notre camp social.

Nous sommes allés sur le marché de Lunéville, sous-préfecture typique de ces villes moyennes frappées par le chômage, le recul

des services publics et la montée du FN. Quelques réactions sympathiques, mais surtout beaucoup d'amertume face à l'Europe, aux politiques, et une grande

résignation qui nous convainquent que plus que jamais il faut arrêter de s'en remettre à ceux qui nous dirigent... et prendre nos affaires en main!



Besançon, mardi 13 mai. DR

-FALLOUR-

AVIGNON (84)

Quand le PS et l'UMP s'allient pour flinguer l'école publique

Le collège Gièra, étiqueté « Ambition-Réussite », situé dans les quartiers populaires au sud d'Avignon, a amianté les enfants pauvres pendant plus de 30 ans. Alors en 2009, le conseil général à majorité PS a décidé de le détruire...

Cependant, au lieu de reconstruire un collège flambant neuf dans le même quartier, idée géniale, on a dispatché les élèves dans deux collèges déjà surchargés des beaux quartiers du centre-ville, Vernet et Mistral. La décision a été prise à l'unanimité au conseil général. Oui, unanimité : quand ça « favorise la mixité sociale » et qu'en même temps, ça permet de faire des économies, c'est « gagnant-gagnant » et ça transcende le clivage gauche-droite... Seulement, dans les quartiers populaires, les gens ont un peu l'habitude d'être les perdants des situations « gagnant-gagnant » : ils se sont demandés pourquoi c'était encore à eux de payer leur ticket pour monter dans le bus de la mixité sociale vers les services publics de l'hypercentre, et surtout pourquoi ils n'auront plus droit aux moyens normalement accordés aux élèves socialement défavorisés, dont la cantine gratuite. Alors, ils se sont organisés, ont manifesté et pétitionné par milliers.

Nouvelles solidarités pour défendre le service public

En centre-ville, certains ont feuilleté fébrilement leurs carnet d'adresses pour appeler les notables susceptibles d'empêcher in-extremis cette violente invasion barbare... Sans succès. Alors ils ont inscrit leur progéniture dans les nombreux collèges privés catholiques des beaux quartiers. Ouf!

Le conseil général aurait paraît-il fait preuve de « courage politique » en maintenant son projet... Aujourd'hui, 5 ans après la fermeture du collège Gièra, alors qu'il y a 15% d'élèves en moins à Vernet, il y a 25% d'enseignants en moins. Le taux d'encadrement a donc baissé alors que ce collège, qui comptait 16% d'élèves boursiers en 2008, en compte aujourd'hui 40%. Les élèves fragiles, pas soutenus, ne s'en sortent pas.

Il y a quelques semaines, le personnel du collège, soutenu par les parents d'élèves, ont entamé un mouvement de lutte contre une nouvelle fermeture de classe. Après déjà deux journées de fermeture du collège pour cause de grève, de nouvelles solidarités entre personnel, parents des quartiers sud et parents du centre-ville sont en train de naître. Les militantEs du NPA sont à leur côté pour imposer l'égalité des chances de toutes et tous dans l'éducation.

Correspondant

ALSTOM Sauver Alstom ou le Parti socialiste ?

À quelques jours d'élections européennes qui s'annoncent calamiteuses pour le parti au pouvoir, le gouvernement tente de reconquérir quelques pour-cents d'électeurEs avec des annonces qui ont pour fonction de faire croire que Hollande et Valls dirigent un gouvernement de gauche.

Accords et désaccords... Au menu des urgences, le report de la rentrée scolaire, la baisse des impôts des ménages les plus en difficulté, la reconnaissance de droits pour les beaux-parents. Mais surtout la vraie « gauche-attitude » consiste à mettre un courageux ministre du Redressement productif sur la route des prédateurs étrangers qui envisagent de dépouiller Alstom, un des « fleurons de l'industrie française » comme ils disent... Tour à tour, Valls et Hollande interviennent pour que l'État français soit partie prenante des négociations engagées suite à la volonté de cession par Bouygues de 30% du capital d'Alstom. Mais sur ce sujet comme sur d'autres, il n'est pas si facile pour le gouvernement d'avoir une politique commune à tous ses membres. Certains soutiennent ouvertement les propositions de General Electric, d'autre celle de Siemens, mais le tout sans réels objectifs, sans réels moyens. Une cacophonie telle que François Hollande a réuni, lundi 19 mai, le Premier ministre Manuel Valls, le ministre de l'Économie, Arnaud Montebourg, et la ministre de l'Écologie,



Sapin et Montebourg : les capitalistes ont la trouille... DR

Ségolène Royal, pour « redonner le cadrage d'ensemble du dossier et ses priorités (...) dans l'intérêt de l'emploi, de la localisation d'activités et de l'indépendance énergétique ».

Les velléitaires gouvernement

Au nom du « patriotisme économique » le gouvernement a décidé, à l'initiative d'Arnaud Montebourg, d'élargir à cinq nouveaux secteurs le décret pris par De Villepin en décembre 2005, décret qui soumet un certain nombre d'investissements étrangers en France à l'autorisation du gouvernement. Jusqu'ici applicable à onze activités liées à la défense et à la sécurité, il s'appliquera désormais aussi à « l'approvisionnement en électricité, gaz, hydrocarbures ou autre source énergétique », à « l'exploitation des

réseaux et des services de transport », à « l'approvisionnement en eau », aux « communications électroniques » et à la « protection de la santé publique ».

Outre qu'il n'est pas sûr que de telles dispositions ne soient pas contraires aux règles acceptées par les gouvernements dans le cadre de l'Europe, le ministre des Finances, Michel Sapin, s'est empressé d'ajouter qu'il s'agit de « dialogue avec les grandes entreprises internationales », et non pas d'interdiction. Le résultat de ces interventions gouvernementales est pour l'instant peu évident. Siemens, General Electric peaufinent leurs propositions pendant qu'EdF un jour, Toshiba un autre, font mine d'entrer dans les négociations.

Pour sauver les emplois : expropriation !

Ce gouvernement (après d'autres) fait valoir que certains domaines relèvent d'un intérêt général... qui le plus souvent s'avère celui des capitalistes, bien loin

des nécessités imposées par la satisfaction des besoins de la grande majorité de la population. PSA, Arcelor, Sanofi et aujourd'hui Alstom, autant de grands groupes dans la gestion desquels les gouvernements se sont privés de tout moyen d'intervention, que ce soit pour sauver les dizaines de milliers d'emplois sacrifiés au nom de la compétitivité ou (ré)orienter leurs productions vers des activités correspondants non aux meilleurs profits mais aux besoins sociaux, sous contrôle de la population et des producteurs. L'interdiction des licenciements et l'expropriation sont les seules propositions à opposer aux actionnaires et autres managers de ces groupes qui imposent leurs lois, leurs règles économiques avec le soutien des gouvernements à leurs bottes.

Mais pour cela il faudrait une politique faite d'autre chose que de blablas et d'enfumages à des fins électorales.

Robert Pelletier

SARLAT (24) Un combat pour l'égalité d'accès aux soins

C'est en 2012, que le comité de défense de l'hôpital de Sarlat s'est constitué, avec le soutien de la CGT et SUD, du Front de gauche, du NPA, de quelques élus locaux et conseillers, de citoyenNEs sarladais et des communes avoisinantes...



DR

L'hôpital accuse alors un déficit budgétaire cumulé de plus de 2,5 millions d'euros. Après les premières mesures d'économie, un nouveau plan est proposé avec des réformes structurelles très lourdes : regroupement de la chirurgie (unité viscérale et orthopédique), fermeture des soins continus... Puis la chirurgie conventionnelle a été fermée. Enfin le couperet tombe : mise à mort de la chirurgie conventionnelle, et maintien

de seulement 6 lits de chirurgie viscérale en ambulatoire. Une perte considérable pour près de 70 000 habitants (1,5 million l'été) pour lesquels l'établissement de soins le plus proche est à Périgueux à plus de 70 km... Pour imposer leur volonté de casse de l'hôpital de Sarlat, l'ARS Aquitaine n'hésita pas à s'appuyer sur un rapport d'expertise supposé démontrer la dangerosité de certains chirurgiens à temps plein... Un rapport contredit à son

tour par un autre rapport qui dans ses conclusions préconise le maintien de toutes les activités de l'établissement!

Contre la marchandisation de la santé

À Sarlat, comme ailleurs, c'est toujours le même schéma : des hôpitaux publics en zone rurale sacrifiés sur l'autel de l'austérité, pour permettre aux grosses « usines à soins » du département (Bergerac d'un côté, Périgueux de l'autre) d'être mieux rentabilisées.

Le collectif local continue de se battre, fort du soutien des 10 000 signataires de la pétition pour le maintien de l'hôpital. Les débats se politisent avec un rejet de la marchandisation de la santé. Depuis le 15 mai, le service de psychiatrie a reconduit la grève contre le plan de licenciement des contractuels de l'hôpital et l'amélioration des conditions d'accueil et de prise en charge des patientEs de leur unité fermée. La résistance continue.

Irène Leguay

DISCRIMINATIONS

Le gouvernement recule et l'homophobie explose

Plus d'un an après l'ouverture du mariage aux couples homosexuels, présenté entre autres par le gouvernement comme une mesure visant à rétablir l'égalité et à jouer le rôle de levier d'intégration et de lutte contre les discriminations, force est de constater l'échec d'une stratégie institutionnelle appuyée sur une loi au rabais...

En réalité c'est bien l'inverse qui s'est produit : l'année 2013 a été marquée par une véritable explosion de l'homophobie et de la transphobie. Alors que l'association SOS Homophobie publie son rapport annuel, la réalité des violences homophobes nous saute au visage. Les chiffres de ce rapport parlent

d'eux-mêmes : il révèle une augmentation de 78% de témoignages de victimes d'actes homophobes (révélant une augmentation du nombre d'agressions mais aussi une libération de la parole des victimes qui ne veulent plus se taire), et en particulier une augmentation de 54% du nombre d'agressions physiques recensées : 188 en

TRAVAIL DOMINICAL

Préparer la confrontation

Après les déclarations gouvernementales de ces dernières semaines favorables à l'extension du travail dominical, les forces en présence continuent à avancer leurs pions dans la perspective de l'adoption, à l'automne prochain, d'une nouvelle loi sur le sujet.

C'est d'abord la nouvelle maire PS de Paris, Anne Hidalgo, ex-inspectrice du travail, qui propose la création d'une mission d'évaluation sur le travail dominical pour « qu'on mette vraiment cartes sur table, qu'on regarde ce que ça coûte à la collectivité, qu'on regarde ce que chacun est prêt à faire, mais surtout sans généralisation, et dans une concertation territoriale ».

De son côté, le Medef fait valoir que le temps presse car Paris, bien que première destination touristique mondiale, perdrait du terrain dans la compétition mondiale entre grandes capitales... Outre l'extension des zones touristiques existantes, dont celle des Champs-Élysées, il en exige de nouvelles, dont les Grands Magasins, en toute urgence. Rien que ça ! Après avoir essuyé une défaite en 2010 sous la mandature de Delanoë qui a refusé l'ouverture dominicale de l'axe Haussmann, il veut prendre sa revanche, promettant, au passage, des créations d'emplois aussi fumeuses que celles qui découleraient du Pacte de compétitivité.

Recomposition, pression, mobilisation

De son côté, la CFDT se positionne dans la perspective de futures négociations en suspendant son syndicat francilien du commerce, membre du CLIC-P et fort de plusieurs milliers d'adhérents : il est clair que l'orientation de ces derniers, hostile à l'extension des horaires d'ouvertures, gêne au sein d'une organisation plus ouverte à la « négociation »... surtout quand elle n'est pas menée sous la pression. Outre qu'il s'agit d'une grave entorse au fédéralisme syndical, il y a fort à parier que des équipes CFDT vont rejoindre dans les semaines qui viennent les organisations qui continuent à s'opposer à l'extension des horaires d'ouverture. Il faut remonter à 2001 pour assister à une telle recomposition syndicale dans ce secteur, date à laquelle le syndicat CFDT du commerce parisien, lui aussi en opposition, avait rejoint la CGT.

La pression, c'est justement ce que le CLIC-P continue à exercer en obtenant, avant même la décision de justice, la fermeture avant 21h du Printemps, d'autres enseignes étant dans le collimateur. La bataille est aussi à mener sur le plan interprofessionnel car toutes les professions auraient à pâtir d'une telle extension. Outre la constitution d'un axe traditionnel CGT-FO-FSU-Solidaires, il est possible d'aller au-delà. Ainsi, la CFTC, qui a radié l'an dernier son syndicat francilien, lui aussi membre du CLIC-P et désormais adhérent à l'UNSA, se déclare toujours opposée au travail dominical, même si, dans le

même temps, elle a signé l'accord fixant les contreparties sociales au travail dominical dans le bricolage mais aussi celui sur le travail de nuit chez Sephora, retoqué depuis... De même, ces revendications pourraient être reprises et défendues dans le cadre du mouvement politico-social issu du 12 avril. Bref, du travail en perspective !

LD



DR

ÉBOUEURS

Public, privé : même pénibilité, même combat !

Éboueurs, balayeurs, chauffeurs, agents de tri et de traitement des déchets... ont participé le 12 mai à un mouvement national à l'appel de la CGT, syndicat majoritaire dans le secteur, mouvement parfois reconduit jusqu'au 15 mai. Ils réclamaient notamment une meilleure prise en compte de la pénibilité.



Manifestation des éboueurs le 12 mai à Paris. DR

La participation à la grève a été importante dans plusieurs entreprises privées et dans certaines collectivités locales. La filière compte quelque 35 000 agents dans le public et autant dans le privé. Aujourd'hui, les agents du privé peuvent partir en retraite à 60 ans et ceux du public à 57 ans. Pour les fonctionnaires, cet « avantage » n'est pas assorti d'un taux plein. Il faut en effet travailler jusqu'à

62 ans pour obtenir ce taux plein. Dans le privé, le compte pénibilité, décidé en 2013, va être mis en place l'an prochain. Il donnera lieu à deux ans de bonification, au mieux, pour les départs en retraite... Mais seulement pour la prochaine génération, car cette loi n'a pas d'effet rétroactif.

Les entreprises doivent payer

Une étude de l'ARSS (Actes de recherche en sciences sociales)

démontre que les professionnels de cette branche ont « 17 ans d'espérance de vie en bonne santé de moins que les cadres et administratifs » et vivent cinq ans et demi moins longtemps. L'objectif d'obtenir la reconnaissance de la pénibilité des métiers, avec notamment un départ à la retraite anticipé entre 5 et 10 ans selon les postes, et la semaine de 28 heures.

La CGT remet en cause le « fini-parti », accord tacite appliqué dans de nombreuses collectivités et qui permet de partir quand la collecte est finie. En effet, cette pratique permet de donner plus de travail que ce que les gens feraient normalement dans le même temps. Elle réclame aussi une législation pour encadrer les pratiques du service de collecte des déchets, et demande à l'État d'orienter sa politique sur le principe « pollueur-payeur » : faire peser le coût de la collecte et du traitement des déchets davantage sur les entreprises.

Correspondant

FONCTION PUBLIQUE

L'urgence de suites

Avec un soleil plus généreux qu'au 1^{er} Mai, plusieurs dizaines de milliers de salariéEs de la fonction publique ont lancé jeudi 15 mai un solide avertissement au gouvernement : « salaires gelés, cote de popularité congelée ».

Pprès de 120 rassemblements ont eu lieu, avec une manifestation parisienne qui a rassemblé autour de 15 000 personnes et plusieurs milliers en région : 10 000 à Marseille, 4 000 à Bordeaux, Toulouse et Nantes, 2 500 à Clermont-Ferrand, 2 000 à Perpignan, Lyon et Strasbourg, etc.

Pas si banale que cela, cette journée de grève et de manifestations : à l'appel d'un large arc de forces syndicales, CGT-CFDT-CFTC-FA-FP-FSU-Solidaires-UNSA et FO séparément, entre deux séquences électorales qui sans passionner l'électorat lui donne un moyen de marquer son rejet de la politique pro-Medef du pouvoir. En tout cas, une journée plus significative que celle de début 2013 des seuls CGT-FSU et Solidaires.



Le 15 mai à Clermont-Ferrand. DR

Monter en puissance

Toutes les professions étaient au rendez-vous : personnels de la santé, de l'éducation nationale, pompiers, agents municipaux et territoriaux, auxquels se sont joints parfois quelques dizaines de métallos pour lesquels la Fédération CGT avait appelé à une journée d'action ce même jour. Des mobilisations inégales, fortes surtout des équipes syndicales CGT, mais avec une présence plus importante que lors de précédents rassemblements de la CFDT et de la FSU, de Solidaires et même de FO, notamment à Paris. Mais dans certains secteurs de la Santé ou de l'Éducation nationale, les cortèges étaient plus fournis, plus combattifs.

Cette colère manifeste n'est évidemment pas étrangère aux annonces du gouvernement, notamment le gel du point d'indice. Mais il faudra des mobilisations bien plus fortes, avec des mouvements de grève larges et s'inscrivant dans la durée, pour faire reculer vraiment le gouvernement. Il faudra renoncer aux journées de mobilisations éclatées, sectorielles, et mettre en commun les luttes du privé et du public. Les suites de la mobilisation du 12 avril vont être mises en débat le 21 juin à Paris. Ces débats ne seront réellement productifs et utiles que s'ils s'inscrivent dans une telle montée en puissance des mobilisations sociales, autrement plus efficaces que les séquences électorales.

Robert Pelletier

2013, c'est-à-dire que tous les deux jours une personne lesbienne, gay, bi ou trans se fait frapper.

L'homophobie, la lesbophobie, la biphobie et la transphobie se traduisent de différentes manières, pouvant aller jusqu'au passage à tabac, au viol et même au meurtre. Au quotidien, elles se traduisent par des attitudes de rejet et d'exclusion : injures, humiliations, harcèlement, refus de service, dégradations de biens... Elles se manifestent dans tous les domaines de la vie : famille, amiEs, entourage, voisinage, travail, collège, lycée, vie quotidienne, commerces, administrations, lieux publics, et ont des conséquences psychologiques, physiques et sociales profondes.

Cette déferlante homophobe n'a cessé de croître pendant la période de débat parlementaire sur la loi ouvrant le mariage aux couples de même sexe. Les trois mois ayant vu les plus fortes mobilisations des réactionnaires (janvier, avril, mai,

correspondant aux dates des « manifs pour tous ») représentent à eux seuls 40% des témoignages recueillis pour l'ensemble de l'année.

Contre-attaquer pour de nouveaux droits

Les homophobes s'en sont donné à cœur joie, diffusant quotidiennement leurs idées réactionnaires et haineuses, qui ont gagné du terrain en gagnant une légitimité médiatique inacceptable. Pendant des mois, tous les jours, les LGBT se sont fait insulter, leurs vies dénigrées. Et lorsque l'on ose se défendre, c'est à la victime que s'en prend la justice, comme le rappelle le cas d'une femme condamnée à 5 mois avec sursis pour s'être défendue contre une agression lesbophobe. Si les homophobes ont autant pu se lâcher, c'est d'abord parce que le gouvernement ne s'est jamais opposé à eux, mais a bien au contraire reculé, faisant la démonstration de sa lâcheté politique et de

son mépris pour les LGBT, allant jusqu'à recevoir récemment les représentants de « la manif pour tous » pour les assurer de l'enterrement de la PMA.

L'homophobie libérée par cette période a encore de beaux jours devant elle. Pour la faire reculer, il est plus que temps de contre-attaquer face aux trahisons du PS, à l'homophobie d'État et à l'offensive réactionnaire. Ce gouvernement ne défend pas nos intérêts et méprise les LGBT en perpétuant des situations inégalitaires : nous n'avons rien à attendre de ces solutions institutionnelles.

Il nous faut construire une véritable mobilisation d'ensemble pour la PMA, contre le gouvernement et l'extrême droite. Comme l'année dernière pour obtenir le mariage pour tous, il nous faudra descendre en masse dans la rue lors des marches des fiertés, dans un mouvement le plus large possible.

Agathe L.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB



Les comités en action!

Blois (41) Le Pen n'est pas le bienvenu...

Le NPA 41 a mobilisé contre Jean-Marie Le Pen venu soutenir le jeudi 15 mai Bernard Monot, la tête de liste FN de la circonscription Centre. Plus de 200 personnes se sont ainsi retrouvées dans la diversité: syndicats (CGT Éducation, FSU, Solidaires), le Planning familial, organisations politiques (NPA, JC, PS). À noter que la poignée d'élus PS étaient là en clandestins et ont fait savoir qu'ils craignaient que les «gauchistes» cherchent la provocation. Ils ont même accusé le NPA de récupération honteuse au vu du succès de l'intervention de notre camarade Marie-Anne Clément qui avait conduit la liste aux élections municipales.



DR

Le NPA 41 était la seule organisation à avoir ses drapeaux, un tract et des mots d'ordre repris par les participantEs, dont beaucoup de jeunes, principalement des collégiens et lycéens de familles maghrébines. «Pas de fachos dans les quartiers, pas de quartier pour les fachos», «C'est pas les immigrés qu'il faut virer»... Des mots d'ordre qui ont été salués et applaudis. Pendant la prise de parole du NPA, il a été rappelé pourquoi le FN n'était pas la solution pour notre camp social à cause de son discours raciste, nationaliste et faussement social, puisque à aucun moment le FN ne participe aux luttes contre les contre-réformes de la droite et du PS. Nous avons souligné aussi les menaces que faisait peser le FN sur le remboursement de l'IVG.

Par cette mobilisation réussie, le NPA a réaffirmé que Le Pen et ses amis n'étaient pas les bienvenus dans le Blaisois. Par ailleurs, des personnes ont laissées leurs coordonnées au NPA et plusieurs habitantEs nous ont remerciés pour cette initiative.

Qui sommes-nous?

Le NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique.

Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable.

Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse: récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développe les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annonce de nouvelles menaces de guerres contre les peuples.

Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service, pour construire un socialisme du 21^e siècle.

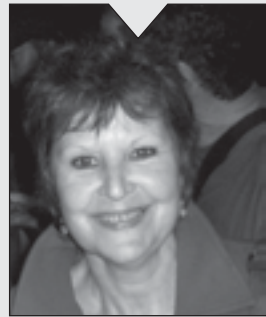
Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière.

Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes».

Pour nous rejoindre, contactez-nous: ecrire@npa2009.org

Les Nôtres

Marie-France Lesparre



Notre camarade Marie-France Lesparre nous a quittés brutalement le samedi 3 mai. Elle avait 65 ans.

DR

Militante de longue date contre toutes les injustices générées par le capitalisme, elle était discrète et humble mais inébranlable dans ses convictions, souriante mais intransigeante dans ses engagements. Malgré une maladie très invalidante, elle n'a jamais baissé les bras et reprenait le combat dès que son état le lui permettait. Membre du PCF pendant 20 ans, elle avait rejoint la LCR à la fin des années 90 puis le NPA.

Elle était une infatigable combattante antiraciste (à l'origine de la création de l'ASTI à Perpignan), antifasciste et ardente militante pour les droits des femmes. Elle a été de tous les combats contre les discriminations.

Elle avait l'internationalisme chevillé au corps et la Palestine au cœur. Son engagement auprès des sans-papiers, des femmes étrangères victimes de violences et des Roms était quotidien. Elle a consacré sa vie au combat pour un monde plus juste.

Marie-France, c'était la droiture et la lutte au côté de tous les opprimés, c'était la gaieté et le goût de la fête, c'était la fidélité en amitié, c'était aussi la discrétion.

Nos pensées vont bien sûr à son fils et à ses petits-enfants. Leurs séjours chez elle étaient les rares moments où elle s'autorisait à lever le pied. Elle va tellement nous manquer mais elle sera là, dans notre souvenir, pour nous accompagner dans les manifs et tous les combats qu'elle aurait voulu encore mener et qui nous attendent.

Le NPA 66

Campagne financière



Pour une Europe des travailleurEs et des peuples, participez à notre campagne financière!

Pour plus d'informations, pour nous aider: <http://npa2009.org/souscription>

La campagne en images



Gaël Diaferia en réunion publique à Besançon. DR



Jeudi 15 mai, avec Olivier Besancenot la liste en action au ministère de l'Économie pour dénoncer l'austérité. Photothèque Rouge / JMB



Christine Poupin avec des militants du Nord Anne Wattel et Jan Pauwels. DR



Pierre Le Ménahès et la liste présents au côté des salariés de la Seita de Carquefou. DR



Philippe Poutou fait campagne à la campagne mercredi 14 mai à Auch avec François Favres et Marie-Eve Calves. DR



Exposition

«Tatoueurs, tatoués»

Musée du quai Branly (Paris 7^e), jusqu'au 18 octobre 2015

Pas besoin d'être tatoué pour visiter cette nouvelle exposition. Il n'est pas non plus question d'être pour ou contre l'immortalisation des grands événements d'une vie à même la peau. L'exposition s'adresse aussi bien à ceux qui pensent que le tatouage est une forme d'expression de soi comme à ceux pour qui c'est le symbole indélébile de la «vulgarité populaire»...

Les commissaires de l'exposition ont en effet réussi à présenter sans prosélytisme, à travers cinq parcours, les origines, l'histoire et les différentes formes que prend le tatouage dans le monde. Ils se démarquent en cela des manifestations sur le même thème, comme le mondial du tatouage tenu en mars dernier au 104, qui ne s'adressent qu'aux initiés convaincus. Aujourd'hui les tatouages n'ont jamais été aussi populaires, avec un Français sur dix tatoué, selon une étude Ifop de 2010. Pourtant ils ne sont pas vraiment tolérés, surtout au sein des entreprises où le corps tatoué divise toujours les opinions. La première partie de l'exposition retrace à ce sujet l'histoire de la



marginalisation du tatouage, des tatoueurs et des tatoués. Soldats et marins marquent à jamais sur leur peau leur loyauté envers leur régiment, mais, longtemps, on a associé le tatouage à une marque d'appartenance à des groupes stigmatisés, comme les prisonniers des goulags russes ou les prostituées qui bravent ainsi l'autorité et le bon sens populaire. En Amérique du Nord, au début du XX^e siècle, les tatoués vont même profiter de cette marginalisation pour se donner en spectacle dans des cirques itinérants. On retrouve encore aujourd'hui chez beaucoup de «grands» tatoués ce goût de la mise en scène du corps, comme chez Zombie Man, mannequin canadien

de 29 ans qui porte un tatouage de squelette de la tête au pied, ou encore l'homme Lézard avec ses écailles vertes et sa langue fourchue.

«Une relation de soi à soi»

La deuxième partie de l'exposition nous fait voyager sur tous les continents et à travers de nombreuses civilisations à la découverte des genres historiques de tatouage : l'irezumi japonais, les tatouages «old school» à l'américaine, les tatouages traditionnels maori, polynésien, thaïlandais, indonésien... Chaque culture a su développer ses propres motifs et techniques de tatouage qui sont aujourd'hui toujours utilisés ou réinterprétés, comme en témoignent les 30 artistes tatoueurs invités pour l'exposition à créer des tatouages originaux sur des peaux synthétiques en silicone.

Cette belle exposition permet donc de découvrir le monde mystérieux, bien que trop souvent mal médiatisé, du tatouage et que le musée résume simplement ainsi dès le début de l'exposition : «Si le tatouage n'est pas toujours immédiatement décriptable, il demeure la trace d'une relation de soi à soi, de l'individu à son groupe d'appartenance et du tatoueur au tatoué.»
Lea Clerico

Bande dessinée

La Grande Guerre, le premier jour de la bataille de la Somme

Joe Sacco, Futuropolis, 2014, 25 euros



Bien que fortement marqué par la «grande guerre» où périrent nombre de soldats venus d'Australie (pays de son enfance), Joe Sacco considérait que le sujet avait été totalement traité par Jacques Tardi, notamment dans sa BD *C'était la guerre des tranchées*. Après ses BD sur la Palestine et la Bosnie, Sacco craignait d'aborder encore le sujet de la guerre et de se répéter. Non seulement, il ne se répète pas mais il réussit un véritable tour de force

en réalisant une fresque muette de près de 7 mètres de long. Son sujet : le 1^{er} juillet 1916, début de la bataille de la Somme, la bataille la plus sanglante de la guerre de 1914, avec près de 60 000 victimes dont 20 000 morts dès le premier jour. Présentée en livre accordéon, cette nouvelle tapisserie de Bayeux¹ est accompagnée d'un livret où l'auteur reprend en miniature sa fresque et raconte, heure par heure, ce jour tragiquement historique. Le déroulé des

événements parle de lui-même quant à l'aveuglement et aux responsabilités du haut-commandement dans le sacrifice des soldats qui marchèrent à la mort.

Le dessin est compact et fouillé et fait fi de toutes perspectives ou proportions réalistes. Pourtant, on croirait assister à un film tant le traitement graphique est saisissant.

Le livret inclut également un récit de la tragique bataille par l'historien américain Adam Hochschild qui la replace dans le contexte de la deuxième année de la grande boucherie. Il est rédigé en français et en allemand.

C'est la tapisserie de Bayeux revisitée à l'aune du grand carnage impérialiste.
Sylvain Chardon

1 - La Tapisserie de Bayeux, joyau de l'art médiéval, raconte l'histoire de l'invasion de l'Angleterre par les Normands, comme une BD en long.

Danse

«Sécheresse et pluie»

De Ea Sola. Les 2 et 3 juin à la MC 93 de Bobigny

Un spectacle exceptionnel présenté en 1995 au Centre Pompidou par Ea Sola et repris cette année dans le cadre de l'année du Vietnam... La guerre du Vietnam, longue de trente ans, est présente au cœur de cette œuvre d'Ea Sola qui, au carrefour du théâtre, de la danse et de la musique, met en scène un chœur de femmes pour faire entendre aujourd'hui la voix de celles qui ont été obligées de combattre. En recréant *Sécheresse et Pluie*, Ea Sola veut simplement écouter la mémoire, la faire traverser les corps de ces femmes qu'elle a réunies et tenter de répondre à sa manière, poétique et musicale, à la question des origines des guerres, et en particulier de celle

qui de 1946 à 1975 a ravagé le Vietnam. Après avoir travaillé en 1995 avec les femmes combattantes qui ont pris les fusils, elle a voulu mettre en scène aujourd'hui d'autres femmes, celles qui «ont fredonné et calmé les blessures» pendant les opérations militaires. Celles «qui n'ont pas tué mais qui ont consolé» vont faire résonner les chants traditionnels du Vietnam et les mots du poète Nguyen Duy, hors de tout folklore, hors de tout exotisme, pour partager avec le public ce voyage mémoriel. Une véritable expérience à ne pas manquer
Catherine Segala

Renseignement et réservation : MC93.com et 01 41 60 72 72



Cinéma

Pas son genre de Lucas Belvaux

Avec Emilie Dequenne, Loïc Corbery et Sandra Nkake. Sortie le mercredi 30 avril.

On attendait franchement mieux du réalisateur de très réussi *Rapt*, de la *Raison du plus fort* et de la trilogie *Cavale* consacrée à des rescapés d'Action directe. Lucas Belvaux s'est en effet jusqu'ici affirmé comme un cinéaste soucieux du contexte



social et des relations de classes. En nous racontant les amours difficiles d'un prof de philo parisien et d'une coiffeuse d'Arras, sans doute a-t-il voulu nous montrer la difficulté

de communiquer de deux êtres que l'éducation, le milieu et la vie quotidienne séparent. Mais il n'a pas su éviter les clichés : sa coiffeuse se passionne pour les people et le karaoké tandis que son amant, qui s'est mis en tête de lui faire apprécier Kant, s'exprime en permanence dans un langage littéraire, de sorte que les dialogues sonnent souvent très faux. On attend vainement un retournement de situation qui ferait sortir ces personnages de la caricature en révélant de véritables personnalités. La présence et le talent des deux comédiens ne parviennent pas à sauver un film qui relève davantage de la comédie commerciale que de l'étude de mœurs. Espérons que Lucas Belvaux redressera la barre.

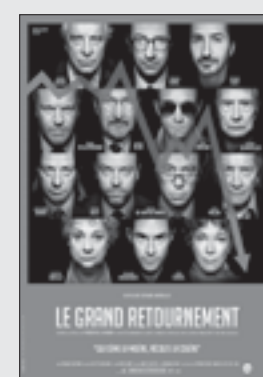
Gérard Deltiel

Le Grand Retournement

de Gérard Mordillat

Avec Jacques Weber, François Morel et Edouard Baer. DVD 15 euros.

Gérard Mordillat a adapté la pièce de théâtre de Frédéric Lordon intitulée *D'un retournement à l'autre*. Il dépeint les relations incestueuses entre les élites financières et politiques. Dans un décor de friche industrielle, en apesanteur, les person-



nages (une brochette de banquiers, le président de la République et ses conseillers) dialoguent en alexandrin. Procédé déconcertant au premier abord, mais captivant : on savoure

la finesse d'un texte taillé au scalpel, qui exhibe toute l'hypocrisie et la toxicité d'un monde qui jouit de son pouvoir, de sa fortune, tout en méprisant la populace.

Le film montre des banquiers qui combinent un discours anti-État (quand celui-ci aide les pauvres) tout en appelant l'État à l'aide pour les sauver de la banqueroute. Il permet de comprendre que l'État n'est pas neutre, mais structurellement au service des parasites de la classe dominante. Il montre l'impossibilité de toute dissidence parmi les conseillers du prince. La logique, à la fois folle et rationnelle, du système rend impossible toute déviation d'une route qui nous conduit tout droit vers l'abîme. Et le film se conclut logiquement sur la nécessité de «l'insurrection qui vient», de la légitime violence des opprimés pour abattre ce système.

Ce film est un antidote efficace à la propagande servie par les médias capitalistes. Il nous amuse, aiguise notre intelligence, et stimule notre envie d'en découdre. Trois bonnes raisons pour ne pas passer à côté de ce film.
Gaston Lefranc

★

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

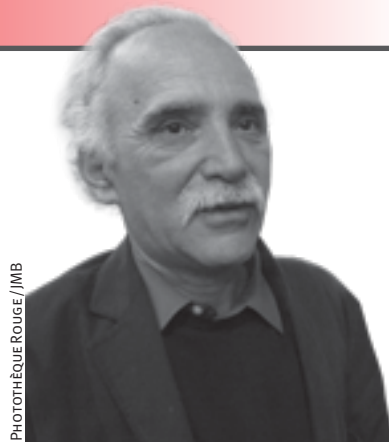
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h - 20 h,
mardi au samedi :
12 h - 20 h



L'Anticapitaliste | Libre expression

ISRAËL **“ les colons dits sauvages et incontrôlables sont le prolongement du gouvernement de colons qui gouverne aujourd'hui l'État juif ”**



PHOTOGRAPHE ROUGE / JMB

Entretien. Depuis quelques mois, Israël connaît une recrudescence d'agressions contre les Palestiniens par des militants d'extrême droite. En menaçant de s'en prendre au Pape, dont la visite en Israël est prévue dans quelques semaines, ils deviennent un problème pour le gouvernement. L'Anticapitaliste a demandé à Michel Warschawski, militant de la gauche anti-colonialiste israélienne, d'expliquer la montée de ce phénomène.

Y a-t-il un nouveau phénomène d'extrême droite en Israël ?

Difficile de répondre à cette question. Le gouvernement en place est lui-même un gouvernement d'extrême droite et ces groupes que l'on appelle Tag Me'hir sont ses enfants légitimes. L'idéologie des partis au pouvoir et leur politique nourrissent les actions de ces groupes.

L'idéologie des partis au pouvoir et leur politique nourrissent les actions de ces groupes.

Tag Me'hir ?

Cela signifie « le prix à payer »... Chaque fois que le gouvernement prend une mesure qui semble freiner l'ardeur colonisatrice, ces jeunes ne s'en prennent pas à l'armée d'occupation, mais font payer les paysans palestiniens voisins, en déracinant leurs oliviers, attaquant ceux qui tentent de travailler leur terre, revendiquée par les colons, et taguant voitures, maisons et lieux de culte.

Pourquoi attaquer des lieux de culte ?

L'idéologie des colons est passée du nationalisme à un messianisme, et s'inscrit dans une guerre de civilisations. La guerre contre l'islam pouvait encore se « justifier » par l'identification islam = terrorisme. Celle menée contre les chrétiens est entièrement idéologique : tout ce qui n'est pas juif est mauvais. Aussi primaire que ça...

Comment expliques-tu alors l'attaque récente des forces armées contre la colonie dite extrémiste de Yitshar ?

Le pouvoir veut garder le monopole de la violence, ou, pour le moins,

pouvoir contrôler les milices de colons et les utiliser. Les jeunes de Tag Me'hir sont devenus un Golem qu'il a aujourd'hui de la peine à contrôler. Leurs agressions contre des Palestiniens participaient d'une division des tâches, dans une stratégie de terrorisation de la population.

Le problème est qu'ils se sont autonomisés vis-à-vis des directions officielles des colons, et ont traversé deux lignes rouges : d'une part, ils s'en prennent aussi aux Palestiniens d'Israël, en particulier en Galilée, et, de l'autre, ils s'attaquent aux lieux de culte. L'attaque des lieux de culte porte gravement atteinte à l'image d'Israël, surtout quand il s'agit d'églises.

Quelle est la réaction de la société israélienne ?

Dans sa majorité, elle n'aime pas les exactions de Tag Me'hir, pour l'image qu'elles donnent d'Israël, en particulier en Occident. Pourtant, les rassemblements contre Tag Me'hir ne mobilisent que quelques centaines de manifestants : en fermant les yeux devant quatre décennies de violence anti-palestinienne dans les territoires occupés, cette opinion publique est victime d'un phénomène d'accoutumance : on se fait à cette violence quotidienne pour pouvoir vivre son propre quotidien, un quotidien qui tourne le dos à l'occupation coloniale qui pourtant se déroule à vingt minutes de chez soi.

Et les politiques ?

Si l'opinion publique reste divisée en deux moitiés plus ou moins égales, la direction politique de l'État, elle, est clairement à droite. Comment expliquer ce fossé entre le peuple et sa représentation politique ? La réponse se trouve dans le vote massif pour le nouveau parti Yesh Atid et son chef Yair Lapid (19 députés sur 120), qui a su surfer sur les protestations de

L'idéologie des colons est passée du nationalisme au messianisme, et s'inscrit dans une guerre de civilisations.

masse de l'été 2011 et la volonté de changement, en particulier dans la jeunesse.

Quand la star de télévision Yair Lapid s'est présenté aux dernières élections, il a été décrit dans les médias comme « centre gauche ». Des rares idées politiques qu'il a exprimées, dans le meilleur des cas, Lapid est le centre-droit... Il n'a pas fallu longtemps pour s'en rendre compte : avec ses 19 députés, il a immédiatement fait un bloc avec le parti d'extrême droite « La Maison juive », pour rejoindre le gouvernement de droite de Benjamin Netanyahu en position de force. Depuis, il n'a cessé de multiplier les déclarations racistes ainsi que des initiatives populistes nationalistes.

Tu sembles dire qu'il y a une division des tâches entre le gouvernement et les colons ?

Le dernier rapport d'Amnesty International nous donne un début de réponse : « la main légère de l'armée envers les colons qui utilisent la violence contre les Palestiniens, et la violence exagérée de l'armée envers les Palestiniens qui manifestent contre la violence israélienne, créent une situation dans laquelle de nombreux colons sont persuadés qu'ils peuvent attaquer des Palestiniens et s'en prendre à leurs biens, sans craindre d'être arrêtés et jugés pour ces actes. » En fait cela va beaucoup plus loin : les colons dits sauvages et incontrôlables sont le prolongement

du gouvernement de colons qui gouverne aujourd'hui l'État juif.

Mais il a perdu le contrôle du Golem qu'il a lui-même construit ?

Effectivement, car quand l'extrême droite s'en prend à des églises et menace de « faire payer le prix » aux Chrétiens, au cours de la visite du Pape François en Israël/Palestine, elle met le gouvernement dans l'embarras. C'est ce qui explique que nombre de politiciens demandent, depuis peu, de déclarer les groupes de Tag Me'hir comme organisation terroriste et de les traiter comme tels. Il est cependant peu vraisemblable que le trio Netanyahu-Yaalon-Bennett accepte de se démarquer de ceux qui ont été à leur école, une école de haine raciste et de nationalisme messianiste.

Que faire ici en Europe ?

Surtout ne pas être tenté par une fausse division entre une « minorité de colons violents » et un gouvernement soi-disant raisonnable. Ils avancent leur projet colonial dans une totale synchronisation. D'où l'importance de la campagne BDS et l'utilisation des exactions de Tag Me'hir pour renforcer la délégitimation de l'État colonial hébreu.

Propos recueillis par Mireille Court

En fermant les yeux devant quatre décennies de violence anti-palestinienne dans les territoires occupés, cette opinion publique est victime d'un phénomène d'accoutumance.

Vu ailleurs

cahiers du football

UKRAINE, OLIGARQUES, FOOTBALL.

« Viktor Ianoukovitch avait par exemple des liens politiques forts avec Rinat Akhmetov [président du Shakhtar Donetsk, ndr] et il aimait être vu avec les joueurs du Shakhtar lors de divers événements du club. Son fils a aussi joué un rôle dans l'achat du Metalist Kharkov par Serhiy Kurchenko à la fin 2012-début 2013. [...] Les liens entre oligarques et politique sont profonds. Certains oligarques ont même occupé des fonctions politiques ou été élus au Parlement. En Ukraine, le football est une manière de cimenter son influence politique. Ce processus est appelé « Berlusconiisation », un terme qui décrit les liens entre le football, de grands holdings médiatiques et une politique populaire. Les oligarques utilisent le football, en connexion avec de grandes entreprises médiatiques, pour gagner en crédit politique et s'assurer le soutien d'une large part de la population. [...] La définition même de l'identité ukrainienne est très complexe, et en tant que tel, il est très difficile de cerner précisément la division entre différents groupes dans la crise. Par exemple, la langue parlée en équipe nationale est soit le russe, soit le surzhyk, une langue de composition qui mêle des mots russes et ukrainiens. [...] Les stades de football ont toujours été très politisés en Ukraine. La plupart des groupes de supporters sont majoritairement de droite. »

« Les stades ont toujours été très politisés en Ukraine », interview du chercheur Manuel Veth, *Les Cahiers du football*, 12 mai 2014.



Rinat Akhmetov, président du Shakhtar Donetsk. DR

S'abonner à l'Anticapitaliste
l'hebdomadaire du NPA - www.npa2009.org

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Hebdo + Mensuel	Jeunes/chômeurs/précaires	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires	1 an
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 56 €	Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 100 €	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org